

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°3097 - MARDI 19 DÉCEMBRE 2017

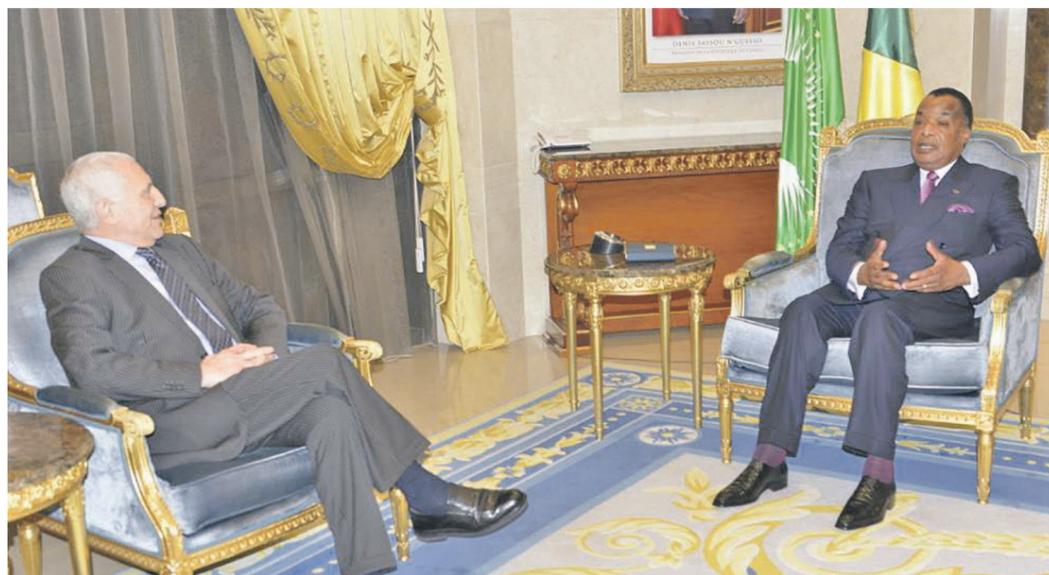
RÉGION DES GRANDS LACS

Said Djinnit fait le point
à Denis Sassou
N'Guesso

Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands lacs, Said Djinnit, a été reçu hier à Brazzaville par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Le diplomate onusien a fait le point au chef de l'Etat congolais du suivi des conclusions des rencontres de Brazzaville, notamment celles de la 8^e réunion du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région.

Page 7



Said Djinnit et Denis Sassou N'Guesso lors de l'audience le 18 décembre à Brazzaville

FÊTES DE FIN D'ANNÉE

Vendeurs et acheteurs parlent
crise financière

Vendeurs et acheteurs au marché de Poto-Poto

Les préparatifs des festivités de fin d'année semblent, en ce mois de décembre finissant, timides en raison du faible pouvoir d'achat des parents dû à la crise économique et financière que connaît le pays.

Dans les plus grands marchés et centres commerciaux de la capitale, marchands et acheteurs parlent le même langage :

le manque d'argent causé, selon eux, par le retard de paiement des salaires ou le non-versement de ceux-ci pour certaines administrations, tant publiques que privées. Comme solutions palliatives, les familles nombreuses choisissent, en lieu et place des magasins, de s'approvisionner en friperies.

Page 4

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Le parlement adopte la loi créant la zone
économique spéciale de Pointe-Noire

L'année 2018 marquera à coup sûr le processus de création des zones économiques spéciales (Zes) en République du Congo, notamment celle de Pointe-Noire dont le projet de loi relatif à sa mise sur pied vient d'être adopté au niveau de l'Assemblée nationale. Après la promulgation de ladite loi, aucun verrou n'empêchera désormais la concrétisation de cet ambitieux projet qui devrait permettre de diversifier l'économie et de créer, selon le gouvernement, plus de 100 mille emplois directs et indirects.

Page 14

ÉDITORIAL

De la même
façon...

Page 2

AFRIQUE DU SUD

Cyril Ramaphosa prend
la tête de l'ANC

Le vice-président sud-africain a été élu, le 18 décembre, à la tête du Congrès national africain (ANC), succédant ainsi au président Jacob Zuma, à deux ans de la tenue d'élections dans le pays.

Cyril Ramaphosa avait en face de lui l'ancienne présidente de la commission de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini Zuma. Le vice-président sud-africain a devancé son challenger, au cours d'une élection serrée tenue à Johannesburg.

Page 11

SANTÉ PUBLIQUE

Des réformes pour une remise en
ordre du secteur pharmaceutique

La ministre de la Santé échangeant avec les acteurs du secteur pharmaceutique. Crédit photo Adiac

Pour lutter contre les faux médicaments, le ministère de la Santé et de la population s'emploie à créer, courant courant janvier 2018, une autorité de régulation pharmaceutique chargée de mettre de l'ordre dans ce secteur.

Au cours d'un échange hier avec les bureaux de l'ordre des pharmaciens du Congo, du syndicat des pharmacies du Congo, des te-

nanciers des dépôts pharmaceutiques et le président de l'observatoire de lutte contre les médicaments contrefaits, Lydia Jacqueline Mikolo a précisé que les réformes envisagées concernent, entre autres, la fonctionnalité des institutions pharmaceutiques.

Ainsi a-t-elle indiqué, le laboratoire national devra être transformé en Institut national de santé publique.

Page 3

ÉDITORIAL

De la même façon ...

Oui, de la même façon qu'en 1998 et 1999, au sortir de la guerre civile qui l'avait précipité dans l'abîme de la désunion, notre peuple a pris la juste dimension des défis qu'il devrait relever s'il voulait reprendre sa marche en avant vers le développement durable, de la même façon – mais bien sûr dans un cadre beaucoup moins tragique – il comprend aujourd'hui que cette même marche ne pourra se poursuivre que s'il modifie en profondeur sa gouvernance. Telle est la conclusion qui s'impose à nous, observateurs de la scène nationale, alors que s'achève l'année 2017.

La conclusion des événements que nous avons vécus ces deux dernières années avec la réduction brutale des finances publiques, la montée du chômage et de l'instabilité sociale qui en ont résulté, la nouvelle dérive meurtrière du « Pasteur Ntoumi » dans le Pool, la hausse brutale de l'endettement national, la méfiance internationale à notre égard qui en a découlé est, en effet, que seule une remise en ordre à l'échelle nationale nous replacera sur la bonne voie. Et c'est bien le mouvement qui s'amorce sous nos yeux avec l'aide de la communauté internationale grâce aux discussions intenses conduites avec les institutions de Breton Woods qui s'achèvent à Brazzaville.

S'étant doté d'une Constitution beaucoup mieux adaptée au temps présent et ayant mené à bien le processus électif qui lui a permis de reconduire son président, de renouveler ses Assemblées nationales et locales, le Congo a toutes les cartes en mains aujourd'hui pour concrétiser le programme de « rupture » qui lui avait été proposé lors de la campagne pour l'élection présidentielle. S'il franchit le pas décisif des réformes internes dont il a adopté le principe ces deux dernières années, il aura toutes les chances de reprendre très vite sa progression. Exactement comme il l'a fait de 2002 à 2009 avec le programme de « La nouvelle espérance », puis de 2009 à 2016 avec « Le chemin d'avenir ».

Il ne fait aucun doute que si, le 31 décembre, comme tout le monde à penser, Denis Sassou N'Guesso réaffirme avec force la volonté de notre pays de reprendre la « Marche vers le développement » qu'il a proposée à ses concitoyens en 2016, il lèvera les doutes intérieurs nés de la crise que nous traversons et confortera la communauté internationale dans sa volonté de nous aider.

Les Dépêches de Brazzaville

GESTION DES RESSOURCES EN EAU

Les experts de la CEEAC explorent les solutions durables

Une réunion des hydrologistes et experts en droit international consacrée à la gouvernance des cours d'eau et la coopération en matière de gestion des ressources en eau frontalières en Afrique centrale s'est ouverte le 18 décembre à Brazzaville.



Les travaux des experts qui vont se dérouler du 18 au 20 décembre, permettront aux participants d'enrichir le projet de la Convention relative à la prévention des conflits liés à l'utilisation des ressources en eau partagées de l'Afrique centrale.

Les résultats de leurs travaux seront ensuite soumis pour validation à la conférence des ministres de l'hydraulique des pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) prévue pour le 22 décembre prochain dans la capitale congolaise.

L'initiative des dirigeants de la CEEAC est censée combler le vide en matière de réglementation de la gestion des cours d'eau transfrontaliers. La convention impose, en effet, aux Etats membres une obligation générale de coopération sur tous les aspects de gestion des ressources en eau partagées et assure la promotion des accords en la matière au niveau sous-régional.

Le texte consacre les règles substantielles et procédurales pour prévenir les conflits, obligeant les Etats à une utilisation équitable et raisonnable des ressources en eau. Il met à la charge des pays l'obligation de notifier au préalable des mesures projetées susceptibles d'avoir des effets négatifs sur d'autres pays voisins.

Outre l'utilisation des ressources en eau partagées, le texte régional promeut également la protection et la prévention de l'environnement, à travers la lutte contre les pollutions, les évaluations environnementales transfrontalières, la gestion des urgences, etc. Mais se doter d'un cadre institutionnel régional, d'après le directeur de cabinet du ministre de l'Energie et de l'hydraulique, Yannick Lionel Nkodia, permet à la CEEAC de lutter contre la pauvreté et d'éviter la concurrence entre les Etats membres.

« La concurrence transfrontalière pour les cours d'eau internationaux et autres ressources

La photo de famille en eau va s'intensifier et, faute de mécanismes institutionnels pour résoudre ces problèmes, il est possible que celle-ci soit une source de perturbation », a-t-il averti.

Avec 21,828 m³/an par habitant, l'Afrique centrale dispose d'importantes ressources en eau de surface et souterraines en raison, entre autres, de sa position géographique proche de l'équateur, entre les tropiques et la grande couverture forestière qu'elle renferme. La région compte seize cours d'eau partagés, cinq lacs internationaux et plus de dix-sept systèmes aquifères.

L'Afrique centrale est l'objet de convoitise, a estimé le représentant de la CEEAC, Pascal Moussovou Mbina. « L'organisation s'est engagée dans un processus de renforcement de ses mécanismes de réponse aux défis que pose la problématique de la gestion intégrée des ressources en eau », a rassuré Pascal Moussovou Mbina.

Fiacre Kombo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Secrétaire des rédactions adjoint : Christian Brice Elion
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre

Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Romonique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbelé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagnia

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SANTÉ PUBLIQUE

Des réformes dans le secteur pharmaceutique

Dès janvier 2018, un groupe de travail inclusif sera mis en place pour conduire le processus visant à mettre de l'ordre dans le domaine de la pharmacie.

Les changements concernent, entre autres, la fonctionnalité des institutions pharmaceutiques. Le laboratoire national notamment sera transformé en Institut national de santé publique. A ce titre, la composante « *contrôle de qualité de médicament* » s'ajoutera à la structure, selon les explications de la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo. Elle a échangé à cet effet, le 18 décembre, avec les bureaux de l'ordre des pharmaciens du Congo; du syndicat des pharmacies du Congo; du syndicat des tenanciers des dépôts pharmaceutiques; les représentants des grossistes répartiteurs; le président de l'observatoire de lutte contre les médicaments contre-faits...

Toujours dans le cadre de la rénovation du secteur de la pharmacie, il est, par ailleurs, prévu la mise en place d'une autorité nationale de régulation pharmaceutique pour garantir l'homologation, l'inspection, la pharmacovi-



La ministre de la Santé échangeant avec les acteurs du secteur pharmaceutique/credit photo Adiac

gilance... Aussi, la centrale d'achat doit être dotée des moyens nécessaires pour assurer l'approvisionnement régulier en médicaments essentiels des formations sanitaires.

L'ordre des pharmaciens du Congo est également concerné par ces réformes. Jacqueline Lydia Mikolo a, en effet, souligné la nécessité de renouveler les organes de cette structure, d'ici au premier trimestre 2018. Une assemblée générale doit donc se tenir, sous la supervision du directeur général du mé-

dicament et de la pharmacie. Par ailleurs, le processus de régularisation de certains dépôts, qui n'ont pas reçu l'agrément de l'ordre des pharmaciens, sera poursuivi. Parmi eux, il y en a qui procéderont au transfert de leurs activités et d'autres doivent se limiter à un dépôt au lieu d'une chaîne.

Des insuffisances dans la réglementation du secteur pharmaceutique
L'adoption de la loi et des différents textes devant encadrer l'activité pharmaceu-

tique, la mise en place et le fonctionnement régulier de la commission d'homologation des médicaments, de la commission de qualification et de la commission de veille sanitaire, le renforcement des ressources humaines à tous les niveaux y compris dans les districts sanitaires figurent parmi les éléments de la réforme.

Lors des échanges, les insuffisances dans le domaine de la réglementation du secteur pharmaceutique ont été évoquées. Elles portent sur l'autorisation des établis-

sements pharmaceutiques, l'homologation des médicaments, l'inspection pharmaceutique, la pharmacovigilance, le contrôle de qualité, le contrôle de stupéfiants, l'autorisation des essais cliniques. « *Nous vous avons tous impliqués pour rendre le système pharmaceutique congolais performant à travers ces réformes* », a déclaré la ministre de la Santé et de la population, s'adressant aux acteurs opérant dans le secteur de la pharmacie. Pour sa part, le président de l'ordre des pharmaciens du Congo, le Dr Etienne Mokondzi Mobé, a rassuré que les réformes seront réalisées avec succès. « *Le secteur pharmaceutique est déjà bien structuré. Il suffit de la volonté pour que cela soit une réussite* », a-t-il indiqué.

A en croire Jacqueline Lydia Mikolo, la disponibilité et l'accessibilité aux médicaments, réactifs et produits sanguins, la santé de la mère et de l'enfant, la revitalisation des districts sanitaires figurent parmi les axes stratégiques du plan du travail de l'année prochaine. L'élaboration d'une nouvelle politique pharmaceutique nationale y compris.

Rominique Nerplat Makaya

EDUCATION À LA SEXUALITÉ

Le Fnuap préconise le dialogue entre parents et élèves

L'agence onusienne a organisé, les 15 et 16 décembre à Brazzaville, un atelier de formation afin de sensibiliser les parents d'élèves de l'Institut des jeunes sourds aux problèmes sexuels que vivent les enfants et les convaincre sur le bien-fondé du dialogue avec eux.

Au total, trente parents d'élèves dont dix-sept femmes ont été formés au cours de l'atelier de deux jours sur l'éducation complète à la sexualité. En effet, les participants ont suivi plusieurs communications dont celles liées à la sexualité des adolescents et jeunes déficients auditifs : problèmes et besoins ; l'importance du dialogue entre parents et enfants ; l'étude et l'exercice de simulation de la technique de l'exploitation des supports.

« *La situation des adolescents au Congo est catastrophique, regardez autour de vous dans les quartiers, de très jeunes avec des grossesses, des adolescents portant des IST, les rapports sexuels non protégés, des morts par avortement, violences sexuelles, le harcèlement. Les enfants ne sont pas*



Une vue de la salle Adiac

convaincus aujourd'hui qu'il faut porter des préservatifs lors des rapports sexuels », a expliqué Jean Claude Mampouya, un des animateurs du séminaire.

Consultant au Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap), il a indiqué que cette agence onu-

sienne s'intéressait aux enfants vivant avec handicap qui est la couche de la population la plus délaissée. Selon lui, l'école ne doit pas seulement apprendre aux enfants à lire, écrire et à calculer, mais également à les préparer à la vie, surtout à la vie d'adulte.

« *L'éducation ce n'est pas seulement leur apprendre à bien se comporter à la maison ou à l'école, l'éducation c'est aussi leur apprendre à parler, à se confier aux parents. Or, il n'y a pas de dialogue entre parents et enfants, les parents ont pris l'engagement ici que désormais*

ils vont faire l'effort de s'ouvrir à leurs enfants et d'être réceptifs à ce qu'ils vont leur dire », a souligné Jean Claude Mampouya. Avant de rassembler la trentaine de parents d'élèves, le Fnuap était d'abord face aux apprenants de cet établissement qui a appartenu à l'Etat jusqu'en 1992 avant d'être rétrocédé à l'Eglise catholique. Ils ont été imités par les enseignants, du 11 au 13 décembre, qui ont été éduqués sur la manière d'enseigner l'éducation sexuelle en classe et d'aborder certains thèmes avec les enfants ainsi que l'utilisation d'une image pour faire une leçon sur l'éducation à la sexualité.

« *Mais aujourd'hui, il faut convaincre les parents en leur disant que ce que nous faisons à l'école, ce n'est pas pour pousser les enfants à la prostitution mais les protéger pour qu'ils soient demain des adultes responsables. Le constat est alarmant car il y a des problèmes sexuels réels et chacun de nous le sait. Il faut insister sur l'importance du dialogue, d'échange...* », a conclu Jean Claude Mampouya.

Parfait Wilfried Douniama

VIE ASSOCIATIVE

« Les jeunes cadres » prônent la bonne santé et le bien-être en milieu juvénile

L'ONG que dirige Florian Koulimaya a clôturé son programme d'activités 2017 à travers l'organisation d'une cérémonie de « Zumba » et de danse urbaine, le 17 décembre, sur la corniche-sud de Brazzaville.

L'activité sportive a rassemblé près d'une centaine de jeunes congolais et étrangers. Son objectif est de promouvoir la bonne santé et le bien-être. « Pour cette fin d'année, sachant que nous faisons souvent face à l'épuisement, au stress, nous sommes obligés de réunir un peu les gens autour du sport pour qu'ils puissent se défouler des maux qu'ils ont eus à faire face durant toute l'année 2017. C'est une séance de 45 mn », a expliqué Florian Koulimaya.

Peu connue au Congo, la Zumba est, d'après lui, un sport, un programme physique alliant les éléments de la remise en forme tels que le cardio, la flexibilité, l'équilibre. C'est un entraînement



Une vue des participants à la Zumba et à la danse urbaine/Adiac

génial, a-t-il déclaré, parce qu'on perd des calories sans se rendre compte. En effet, les organisateurs entendent pérenniser cette activité qu'ils vont désormais inscrire sur leur plan d'actions annuel. « Je demanderai aux

Congolais, pour leur bonne santé et le bien-être, d'exercer le sport quotidiennement, parce que cette activité nous permettra de se détresser. Elle est aussi une lutte contre les risques psycho-sociaux, le syndrome d'épuisement profes-

sionnel », a lancé le président de ce groupement, précisant que cette activité sponsorisée par Cowbell s'inscrivait dans le cadre des festivités de fin d'année. Elle est la dernière réalisée par cette ONG pour l'année 2017.

Association apolitique à caractère social, éducatif et sportif, « Les Jeunes cadres » se sont fixé, entre autres objectifs, promouvoir l'entraide et la cohésion sociale ; se servir du sport comme moteur de rassemblement des jeunes ; sensibiliser les jeunes aux valeurs civiques ; organiser des œuvres caritatives. Rappelons que pour cette année, cette organisation, dont le siège est basé au Plateau-des-15 ans, à Brazzaville, a organisé plusieurs activités: les dons divers et des campagnes de sensibilisation dans les établissements scolaires du pays.

« Le sport n'est pas une perte de temps, parce qu'il fait en sorte que nous soyons en bonne santé. Donc j'appelle tout Congolais pouvant disposer d'un peu de temps de prendre au moins 30 mn pendant la journée pour exercer du sport. C'est une mesure de précaution et de prévention contre certaines maladies », a invité Florian Koulimaya.

Parfait Wilfried Douniama

FÊTE DE NOËL

Les marchés de Brazzaville sont timides

A moins de dix jours de la Noël, qui s'est imposée comme la fête commerciale de l'année, l'ambiance observée dans quelques marchés et établissements de commerce dans la ville de Brazzaville reste ordinaire. Pas de bousculade du côté des parents.

D'après quelques Brazzavillois et Brazzavilloises abordés, une seule raison explique ce manque d'engouement. Il s'agit de la crise financière qui occasionne depuis des mois, le retard dans le paiement des salaires des fonctionnaires. Même les coopérants évoluant dans le secteur informel n'y voient plus clair. Pour toucher du doigt cette triste réalité, une équipe des Dépêches de Brazzaville, a fait le tour de quelques marchés de la place. Au marché Total à Bacongo dans le 3^e arrondissement, le climat est morose. En dehors des vendeurs à la sauvette qui proposent des jouets (poupées, feux d'artifices, masques...), on ne sent pas vraiment l'avènement des fêtes.

Sophie, une vendeuse de friperie interrogée nous a confié que c'est à peine hier qu'elle a déballé un nouveau ballot de jeans pour enfant. Faute de clients, elle est obligée de liquider le produit à vil prix pour récupérer ne fût-ce que son capital.

Même décor du côté des commerçants ouest-africains pour qui, les fêtes de Noël dans cette ville ont toujours été une période de vache grasse. « Mes frères et moi avions

dans nos dépôts plusieurs nouveautés en terme d'habits et de chaussures pour enfants. Mais, on ne les a pas sortis parce qu'il n'y a pas de clients. Ça prendra la poussière pour rien ! », a indiqué Salim, vendeur dans ce marché.

Rencontré dans le marché, Nathalie, une mère célibataire a fait savoir qu'elle allait s'occuper d'abord des plus jeunes enfants. Son aîné de 16 ans va devoir attendre encore un peu. Car, elle ne pouvait pas engager beaucoup de dépenses tant qu'elle n'est pas sûre de percevoir le salaire avant la fin de ce mois.

Et à Valerie de renchérir : « Pendant les fêtes, il n'y a pas seulement les habits, il faut aussi penser à manger et boire. Pour faire des économies, je ferai en sorte que mes enfants se contentent des jouets de l'année dernière qui sont encore en bon état. Je me bats pour leur trouver de nouveaux habits avant le 25 décembre. »

Contrairement au marché Total, celui de Poto-Poto est un peu plus animé. Presque tous les étalages sont remplis de jouets ou d'habits. Les ballerines ainsi que les chaussures pour petit garçon sont même en solde. Au marché Mounkali dans le 4^e arrondissement, on constate également une légère ambiance festive. Noël est une fête romaine célébrée chaque année, majoritairement dans la nuit du 24 au 25 décembre. En tant que fête chrétienne, elle commémore la naissance de Jésus de Nazareth.

Lopelle Mboussa Gassia

EMULATION

Des prix aux meilleurs étudiants OGES des années 2015-2016 et 2016-2017

Une cérémonie de remise solennelle des prix aux meilleurs étudiants et doctorants congolais des années universitaires 2015-2016, de la juridiction OGES (Europe occidentale, Turquie, Liban et Amérique du Nord), se déroulera à Paris, le 20 décembre, à 15 h 30, dans la « Salle Verte » de la Chancellerie de l'ambassade du Congo en France. L'événement sera présidé par l'ambassadeur du Congo en France, Rodolphe Adada, en présence du directeur de l'OGESs, Hervé Effenguet, du président de l'association des étudiants congolais de France, Prince Bertrand Bahamboula, de distingués invités et de stagiaires et étudiants.

« Cette cérémonie s'inscrit dans le cadre de l'émulation 2017 en vue de mieux accueillir les étudiants et stagiaires, les accompagner, les informer et les inciter à garder le lien avec le Congo, leur pays d'origine », indique-t-on du côté de la Chan-



Hervé Effenguet, directeur de l'OGES

cellerie du Congo en France, la « Maison commune » souhaitée de tous ses vœux par le nouvel ambassadeur.

Marie Alfred Ngoma

IN MEMORIAM

12 décembre 2015- 12 décembre 2017, voici 2 ans jour pour jour que le Seigneur a arraché à notre affection notre fils Neto Gaston Ondze. En ce jour de triste anniversaire, la famille Moteur Ondze prie tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour lui. Que le Tout Puissant protège son âme et lui accorde un repos éternel.



NÉCROLOGIE

Son excellence Mme Marie-Charlotte Fayanga, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Centrafricaine auprès de la République du Congo, informe les parents, amis et connaissances que les obsèques du regretté Modeste Kambo Ziamadji, président de la Communauté centrafricaine en République du Congo, décédé le 8 décembre 2017, au Centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville, auront lieu le 20 décembre 2017, selon le programme ci-après :

- 9h00 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville
- 9h30 : arrivée de la dépouille au domicile familial sis 79, rue Kouyou, Poto-Poto;
- 9h30-10h00 : animation
- 10h00-10h30 : recueillement et dépôt de gerbes de fleurs
- 10h30-11h00 : témoignage du représentant de la Communauté centrafricaine en République du Congo
- 11h00-11h10 : procession épouse, enfants, petits-enfants, frères et sœurs
- 11h20-11h30 : mot de remerciements de la famille
- 11h40 : départ pour l'église Sainte-Anne du Congo
- 12h00-13h30 : messe
- 14h00 : départ pour le cimetière privé Bouka
- 16h00 : fin de la cérémonie



AFRIQUE

L'Europe en perte de vitesse au profit d'autres partenaires

L'Union européenne (UE) serait en perte d'influence dans le continent noir, contrairement à la Chine, du point de vue économique, politique et militaire.

Le Pr Pierre Dagbo, auteur de la «Diplomatie africaine, théorie et pratique», explique : «C'est parce que l'Europe est le partenaire le plus ancien qu'elle laisse des marges aux autres. C'est une évolution logique. Mais c'est elle qui est devant. Il y a une histoire commune». Une source diplomatique révèle que «l'Europe est le premier partenaire commercial, le premier investisseur, le premier bailleur de fonds».

Les échanges Europe - Afrique se sont élevés à 286 milliards d'euros en 2015 avec une balance favorable pour l'UE de 22 milliards. Puis, l'UE a injecté 21 milliards d'euros d'aide à l'Afrique, largement devant les Etats-Unis et la Chine. Une autre source diplomatique indique que «l'Europe tient sa place».

Mais, à travers certains chiffres, la concurrence est rude. Le ministère chinois du Commerce affiche un volume d'échanges Chine-Afrique de 149,2 milliards de dollars en 2016 (56,9 milliards d'importations et 92,3 milliards d'exportations chinoises). Pour la 8e année consécutive, la Chine est le plus grand partenaire commercial de l'Afrique, loin devant la France et l'Allemagne.

La Chine s'appuie sur une politique de dons et de prêts à taux très bas. Ce qui permet sa forte présence dans les grands travaux. Les prêts chinois en Afrique des

dix dernières années se sont élevés à 67,2 milliards de dollars, soit 12,5 milliards de plus que les prêts de la Banque mondiale (BM), Fitch Ratings.

Les entreprises chinoises attirées par l'Afrique se font sur le potentiel de développement, les ressources et le marché. Pour la Chine, deux des trois pôles de développement du monde (l'Europe et l'Amérique du Nord) sont en décroissance. Alors que l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie deviennent la destination naturelle de l'investissement chinois.

Mais la Chine est concurrencée, à son tour en Afrique, par une multitude d'acteurs, le Japon, l'Inde, les États du Golfe, les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Le commerce Brésil-Afrique a totalisé 12,433 milliards de dollars en 2016, mais il était de 28,5 milliards en 2013 avec le président Lula (2003-2010). L'arrivée de Dilma Rousseff (2011-2016) s'est traduite par une diminution d'intensité, en raison de la crise au Brésil. Le Pr Dagbo appelle l'Afrique à renverser la tendance des échanges, notamment à cesser d'être perçue comme une «zone de matières premières», invitant à sortir des relations hégémoniques issues de la colonisation et à créer des conditions pour qu'elle se développe de manière endogène. Il faut surtout investir dans la qualité de l'enseignement, un marché qui compte déjà plus d'un milliard de personnes et va continuer à grandir à 2,5 milliards en 2050, selon l'ONU.

Noël Ndong

LIBYE

L'Algérie, l'Egypte et la Tunisie renouvellent leur soutien à l'accord de Skhirat

Les ministres des Affaires étrangères tunisien, Khemaies Jhinaoui; algérien, Abdelkader Messahel; et égyptien, Sameh Choukri, ont estimé le 17 décembre, que le document signé le 17 décembre, au Maroc, demeure le seul cadre viable pour mettre fin à la crise politique en Libye.

A l'issue d'une réunion tripartite, les chefs de la diplomatie des trois pays ont «renouvelé leur soutien à l'accord politique en tant que cadre de la solution politique en Libye», en attendant la tenue d'élections prévues en 2018. Ils ont réaffirmé également leur refus de «toute ingérence extérieure en Libye» et «toute tentative de n'importe quelle partie libyenne pour dérailler le processus politique» dans ce pays. Dans cette même optique, les ministres ont «accueilli favorablement (...) la déclaration du Conseil de sécurité du 14 décembre 2017» dans laquelle, il avait prévenu que le conflit libyen

ne sera réglé que dans le cadre de l'accord de Skhirat.

Signé il y a deux ans sous l'égide de l'ONU, l'accord interlibyen qui a expiré théoriquement le 17 décembre courant, prévoyait la formation d'un gouvernement d'union nationale pour un mandat d'un an renouvelable une seule fois. Mais le maréchal Haftar n'a jamais reconnu ce gouvernement dirigé par le Premier ministre, Fayez al-Sarraj.

En Libye même, et dans un discours télévisé, le maréchal Haftar a estimé le même jour que l'accord politique libyen a expiré et avec lui le mandat du gouvernement d'union nationale appuyé par la communauté internationale. Soulignant que la date du 17 décembre marquait «un tournant historique et dangereux» avec l'expiration de cet accord, l'homme fort de l'est libyen a dit que «tous les corps issus de cet accord perdent automatiquement leur légitimité contestée dès le premier jour de leur prise de fonction». Il voulait

parler de la fin du mandat du gouvernement d'union nationale appuyé par la communauté internationale.

L'envoyé spécial de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, a, de son côté, indiqué que les Libyens qui en avaient «marre de la violence», «considéraient le processus politique comme la seule voie vers la stabilité et l'unité de leur pays». «J'exhorte ainsi toutes les parties à écouter leurs voix et à s'abstenir de toute action qui pourrait menacer le processus politique», a-t-il écrit dans un communiqué.

Notons que le maréchal Haftar est régulièrement accusé par les autorités libyennes de vouloir prendre le pouvoir par la force et instaurer une dictature militaire. Quant à la Libye, elle a sombré dans le chaos après la chute en 2011 de Mouammar Kadhafi. Des autorités rivales, à Tripoli et dans l'est du pays, et de nombreuses milices continuent de s'y disputer le pouvoir.

Nestor N'Gampoula

NOËL EN FRANCE

Collecte de jouets pour les enfants de la rue

L'opération est organisée par l'association «Christy for smile» en faveur des enfants vivant dans des conditions difficiles.

L'association «Christy For Smile» organise, à Paris, une rencontre intitulée «Noël pour tous». «C'est un avant-Noël solidaire où nous collectons des jouets pour les

offrir à notre tour aux enfants issus de familles défavorisées, identifiés par l'association parmi les familles qu'elle accompagne», confie Christy Tanneur, présidente de cette association.

«Nous nous lançons dans une aventure humaine nécessitant l'adhésion de tout un chacun», explique-t-elle. Elle convie, à l'approche

des fêtes de fin d'année, le 21 décembre, de 18h30 à 21h30, chez Charmel, dans le dix-septième arrondissement de Paris, tous ceux et toutes celles pouvant apporter un jouet à l'association, à venir à cette soirée de partage qui se terminera par un pot convivial.

Marie Alfred Ngoma



AVIS

Le cabinet ANKH Gestion Conseil convie les enseignants du supérieur, en Droit, Economie, Comptabilité, Marketing, Communication, Anglais, Management des organisations & management RH, à une réunion de prise de contact.

Objet: présentation d'un projet pédagogique pour une possible collaboration

Date : Mercredi 27 Décembre 2017 à 10H00.

Profil : Une expérience pédagogique dans un institut technique d'enseignement supérieur, public ou privé est appréciée.

Inscrivez-vous aux 05 709 50 13/ 06 684 27 75 ou à ankh.gestion.conseil@gmail.com Les places sont limitées !

AVIS DE VACANCE DE POSTE

MTN Congo, société de téléphonie mobile au capital de 11 000 000 000 FCFA, recherche pour son siège social à Brazzaville, un candidat au poste et dans les conditions ci – après indiqués.

Intitulé du poste : Commercial – Marketing – MFS & EBU Buyer

Lieu de travail : Brazzaville (Congo)

Durée du contrat : Indéterminée.

Description des tâches:

Sous l'autorité du Sourcing Manager, le Commercial – Marketing – MFS & EBU Buyer Assurera les principales missions suivantes :

- Traiter les demandes d'achats de sa catégorie (marketing, communication, supports de communication, affichage, centres de contact, médias, social média, vidéo, outils digitaux, devices, handsets, etc.) dans les délais prescrits par le SLA & les KPI's

- S'assurer que le matériel ou l'équipement faisant l'objet d'une Demande d'achat n'est pas disponible au Warehouse, n'est pas couvert par un contrat ou engagement similaire, ou n'a pas fait l'objet d'un Bon de Commande avant d'initier un sourcing

- Déterminer la technique d'achat appropriée en fonction de la nature ou de la valeur de la demande

- Emettre / diffuser les demandes de cotations (RFQ) et les demandes d'informations (RFI) conformément aux spécifications

- Mener les consultations et des négociations en parfaite autonomie et en coordination avec les différents interlocuteurs internes

- En collaboration avec le SRM, initier de manière périodique une analyse du marché de la catégorie affectée

- Créer et suivre l'approbation des Bons de Commande traités dans Oracle

- S'assurer que MTN acquiert les équipements / matériels et services requis au meilleur TCO possible

- Identifier et proposer les moyens de mutualiser les achats afin de créer des économies d'échelle sur ce segment

- Négocier les meilleures conditions de paiements en veillant notamment à éviter au maximum les avances de paiement

- Transmettre les Bons de commande aux fournisseurs, aux clients internes, à la Comptabilité et au Warehouse

- S'assurer que les équipements / matériels et services commandés soient livrés dans les délais convenus avec les fournisseurs

- S'assurer que les factures des fournisseurs soient réglées dans les délais convenus

- Respecter les politiques, procédures et pratiques d'achat en vigueur à MTN

- Informer les clients internes sur les politiques, procédures et pratiques du Supply Chain

- Encourager les clients internes à lui communiquer un plan trimestriel de leurs achats en vue de réduire au maximum les commandes urgentes

- Participer à l'évaluation périodique de la performance des fournisseurs

- Participer aux CFT pour l'évaluation des offres des fournisseurs dans le cadre de la procédure d'appel d'offres

- Tenir un tableau de bord individuel (individual dashboard log) reportant hebdomadairement les RFx traités

- Rédiger les procédures qui encadrent l'activité de la position en s'inspirant du Yello Book et des politiques, procédures et pratiques internes

- Assurer si nécessaire l'intérim d'un ou deux membres du Supply Chain en congés ou indisponibles pour diverses raisons

CONDITIONS REQUISES :

Formation :

- Bac + 2 ou équivalent en Commerce international ou Gestion d'entreprise (en Université ou Ecole de Commerce)

- Formation continue ou post-secondaire en Achats (CIPS ou autre)

Expérience professionnelle :

- 2-5 ans d'expérience dans la pratique des Achats Marketing & Communication

Connaissance :

- Pratique courante de la langue anglaise indispensable importante (niveau intermédiaire)

- Parfaite connaissance de la suite Office de Microsoft (Word, Excel, PowerPoint, Outlook, etc.)

- Bonne connaissance du marché de la communication, du marketing et de l'évènementiel

Qualités comportementales

- Qualité d'analyse et de résolution de problème

- Organiser & Rigoureux ;

- Plaisir à travailler en équipe ;

- Orienté Résultat

- Dynamisme, enthousiasme et esprit ouverture.

- Leadership

- Innovation

- Relation ship

- Intégrité

- Capacité d'adaptation et d'apprentissage

- Capacité à travailler sous pression

- Autonomie

Les candidatures féminines sont vivement souhaitées

Date limite et lieu de dépôt des candidatures :

Les candidatures (lettre de motivation, curriculum vitae, récépissé de l'Onemo avec attestation de diplôme et référence s) sont à adresser, au plus tard

le 20 décembre 2017, au siège social de MTN Congo, 36 avenue Amilcar Cabral, centre-ville, BP 1150, Brazzaville - Congo

sur notre site www.mtncongo.net ou sur

recrutement@mtncongo.net.

AVIS DE VACANCE DE POSTE

MTN Congo, société de téléphonie mobile au capital de 11 000 000 000 FCFA, recherche pour son siège social à Brazzaville, un candidat au poste et dans les conditions ci – après indiqués.

Intitulé du poste : Coordinator roaming & international carriers

Lieu de travail : Brazzaville (Congo)

Durée du contrat : Indéterminée.

Description des tâches:

Sous l'autorité du Manager Relations Carrier, le Coordinator roaming & international carriers

Assurera les principales missions suivantes :

- Suivre les opérations et rapports de fraude roaming

- Assurer le suivi des cartes SIMs de tests in & out

- Assurer le suivi de consommation de cartes SIMs Tets in & out

- S'occuper de la distribution de données des autres opérateurs aux départements

- Assurer le suivi périodique de la facturation (TAP-in, TAP-out et postpaid)

- Suivi des procédures de fraude (Hi-usage report au NRDRDE)

- Suivi des recommandations de GSM MoU et mise à jour de la documentation

- Consolidation des rapports tests Roaming : NSS, Billing et Finance

- Consolidation et vérification de la facturation DCH, FCH, Roaming, SMS

- Suivi et mise à jour des contacts inter opérateurs Roaming

- Suivi de la gestion des stocks SIMs envoyées au NSS pour tests et leur seuil

- Suivi des activités Roaming : existants et nouveaux services

- Suivi des statistiques Roaming et SMS interworking

- Suivi de la consommation des SIMs de tests après ouverture et leur seuil ;

- Suivi des nouveaux annexes, C7 etc à signer pour le contrat IRA

- Suivi de mise à jour des procédures Roaming

- Suivi du quotidien selon les besoins

CONDITIONS REQUISES :

Formation :

- Diplôme d'études supérieures (Bac + 2/3) ou équivalent en Télécommunication, Informatique de gestion / industrielle.

Expérience professionnelle :

- 4 ans dans le domaine et avoir :

- Bonnes connaissances en langue

Anglaise

- Architecture générale du réseau GSM

- Systèmes de télécommunications

- Système d'exploitation Unix, Dos, Windows

- Outil informatique (Word, Excel, PowerPoint, etc.) 2-5 ans d'expérience dans la pratique des Achats Marketing & Communication

Connaissance :

- Pratique courante de la langue anglaise indispensable importante (niveau intermédiaire)

- Parfaite connaissance de la suite Office de Microsoft (Word, Excel, PowerPoint, Outlook, etc.)

- Bonne connaissance du marché de la communication, du marketing et de l'évènementiel

Qualités comportementales

- Qualité d'analyse

- Organiser & Rigoureux ;

- Dynamisme, enthousiasme et esprit ouverture.

- Leadership

- Relationship

- Capacité d'adaptation et d'apprentissage

- Capacité à travailler sous pression

- Autonomie

- Sens de l'innovation

- Esprit d'équipe

- Intégrité

Les candidatures féminines sont vivement souhaitées

Date limite et lieu de dépôt des candidatures :

Les candidatures (lettre de motivation, curriculum vitae, récépissé de l'Onemo avec attestation de diplôme et référence s) sont à adresser, au plus tard le 20

décembre 2017, au siège social de MTN Congo, 36 avenue Amilcar Cabral, centre-ville, BP 1150, Brazzaville - Congo

Sur notre site www.mtncongo.net ou sur

recrutement@mtncongo.net.

10 000 FCFA*
LE DECODEUR
DES LA FORMULE EVASION

ET TOUTES LES CHAÎNES OFFERTES PENDANT 14 JOURS**
PROFITEZ-EN VITE

06 877 92 92
LES BOUQUETS
CANAL+

RÉGION DES GRANDS LACS

Said Djinnit fait le point à Denis Sassou N'Gusso

Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands lacs a été reçu, le 18 décembre à Brazzaville, par le chef de l'Etat congolais.



Said Djinnit et Denis Sassou N'Gusso, le 18 décembre à Brazzaville/DR

Le diplomate onusien a fait le point au président de la République du suivi des conclusions des rencontres de Brazzaville, notamment celles de la 8e réunion du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région.

« Nous avons saisi l'occasion pour évoquer la situation dans la région et j'ai fait état, au président, d'un certain nombre d'idées que nous avons eues par les consultations avec nos collègues de la conférence internationale sur la région des Grands lacs et l'Union africaine », a indiqué Said Djinnit.

Les deux personnalités ont également évoqué la situation des quatorze Tanzaniens de la Force des Nations unies tués en RDC, le 8 décembre dernier.

Rappelons que le 19 octobre dernier, les chefs d'Etat et de gouvernement, réunis à Brazzaville pour la 7e Conférence internationale sur la Région des Grands lacs et la 8e réunion de haut niveau du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région, avaient pris des mesures visant le retour de la paix et de la sécurité dans cette région, notamment en RDC.

La Rédaction

CÉLÉBRATION

La communauté internationale se souvient des conditions déplorable des migrants

La journée internationale des migrants a été commémorée le 18 décembre, afin d'attirer l'attention de l'opinion internationale et sensibiliser les gouvernants à la recrudescence des migrations qui, selon l'ONU, risquent de devenir un phénomène plus répandu dans le monde.

L'événement a été célébré sur thème, « Migrations sans danger dans un monde qui bouge ». Selon le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, il s'agit de dissiper les préjugés liés au phénomène de migrations et sensibiliser l'opinion internationale à la nécessité de sa contribution pour éradiquer ce fléau, notamment dans les domaines économique, culturel et social au profit tant de leurs pays d'origine que de leurs pays de destination.

Pour le secrétaire général de l'ONU, les migrations existent depuis toujours et continueront à exister. Ceci, à cause des changements climatiques, de l'évolution démographique, de l'instabilité, des inégalités croissantes, des marchés du travail et de la volonté de mener une vie meilleure. Ainsi, la réponse à ce problème doit passer par l'instauration d'une coopération internationale qui aidera à encadrer les migrations afin que les bénéficiaires qu'elles apportent soient plus largement répartis et que les droits fondamentaux de toutes les personnes concernées soient protégés. « Les migrations sont une réalité incontournable. De nombreuses raisons amènent les gens à se déplacer soit pour étudier

à l'étranger, rejoindre des membres de la famille, chercher un emploi ou des moyens de subsistance ou encore assurer un meilleur avenir à leurs enfants. D'autres quittent leur pays pour fuir la criminalité, la violence, les conflits, la persécution, l'insécurité, la discrimination, les catastrophes naturelles et la dégradation de l'environnement ou encore la pauvreté », a-t-il relevé, avant de préciser que la plupart des migrants passent d'un pays en développement à un autre ou quittent un pays en développement pour un pays développé. C'est pourquoi, les migrations jouent un rôle essentiel pour la croissance économique et le développement, plus précisément en remédiant aux pénuries du marché du travail à tous les niveaux de qualification.

L'ONU joue un rôle actif de catalyseur dans la protection des personnes déplacées

Parlant de l'importance de son institution, notamment en ce qui concerne l'attention qu'elle apporte sur la situation des migrants, António Guterres a signifié que l'ONU joue un rôle capital dans ce domaine. Car, elle crée davantage les dialogues et favorise l'interaction entre les pays et des régions d'origine ou d'accueil des migrants. « Les migrations ont des effets majoritairement positifs, aussi bien pour les pays d'origine que pour les pays d'accueil. Les migrations volontaires comme les déplacements forcés ont toujours été le lot commun de l'humanité. La plupart des gens comptent probablement parmi leurs

ancêtres des personnes ayant migré », a encore signifié le responsable de l'ONU. Il a indiqué qu'en ces temps de mondialisation et d'interdépendance, la migration internationale pourrait bien devenir un phénomène encore plus répandu.

Cela s'explique par le fait que l'intégration croissante des marchés du travail, la baisse du prix des transports, l'existence de réseaux d'information et de communication ainsi que sociaux bien établis sont autant de facteurs qui favorisent la mobilité. « La plupart des migrations internationales sont motivées par des raisons économiques, les conflits, les violences, les persécutions, les répressions politiques et autres violations graves des droits de l'homme. Ces facteurs sont aussi parmi les principales causes des mouvements de réfugiés et de déplacés », a-t-il conclu, avant de reconnaître qu'aujourd'hui, la migration mobilise de plus en plus l'attention de la communauté internationale.

C'est pourquoi, en 2016, l'Assemblée générale des Nations unies avait adopté des engagements essentiels visant à renforcer la protection de millions de personnes déplacées de force ou pour d'autres motifs dans le monde entier, à savoir protéger les droits des réfugiés et des migrants; sauver leurs vies; partager la responsabilité du soutien et de l'accueil; entamer des négociations menant à une conférence internationale et adopter, en 2018, un pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière.

Rock Ngassakys



AVIS DE RECRUTEMENT

Le cabinet ANKH Gestion Conseil, spécialisé dans la formation recherche un **consultant pédagogique**, pour une mission de courte durée.

Profil : avoir une expérience significative dans l'animation pédagogique, dans un institut supérieur de gestion. Connaître les exigences pédagogiques des filières de types BTS et Licence professionnelle en sciences de gestion. Etre ou avoir été Directeur des Etudes est un plus.

Veillez déposer votre candidature (CV et LM) au **22, rue Mbala Prosper, Bacongo** (case de Gaulle) à ankh.gestion.conseil@gmail.com. Tél:05 709 50 13/ 06 684 27 75.

Date limite de dépôt des candidatures : **le 26 décembre 2017**



LE RESEAU DES SMARTPHONES

SOLDEBONANA

JUSQU'À 50%
DE RÉDUCTION SUR
TOUS LES ROUTEURS
ET SMARTPHONES

AG Partners



6GB
inclus

Brèves

Centrafrique

La Russie va doter en armes deux bataillons des Forces armées centrafricaines formés par l'Union européenne, soit mille cinq cents soldats. Le feu vert a été donné par l'ONU, au terme d'un long processus d'accord rompu à plusieurs reprises par les Occidentaux demandant davantage d'informations à Moscou. Washington, Paris et Londres ont notamment réclamé à leur partenaire russe des mesures renforcées de stockage de ces armes en Centrafrique et de les identifier précisément avec des numéros de série. Une première livraison est attendue cette semaine, deux autres sont prévues les 1^{er} février et 1^{er} avril 2018. La Russie entend notamment leur fournir, avec munitions, neuf cents pistolets Makarov, cinq mille deux cents fusils d'assaut AKM, cent quarante armes de précision, huit cent quarante fusils mitrailleurs Kalachnikov, deux cent soixante-dix lance-roquettes RPGs et vingt armes anti-aériennes. La Centrafrique, où des groupes armés continuent de sévir, est visée par un embargo sur les armes depuis 2013.

Somalie

L'Union africaine a formé, pendant dix jours à Baidoa, la police somalienne à la lutte contre les engins explosifs. Cette formation, achevée le 17 décembre, portait principalement sur la détection et la prévention des engins explosifs artisanaux, qui sont devenus l'arme de prédilection des Shebabs et de divers autres groupes militants en Somalie. L'entraînement était destiné à renforcer les capacités de la police locale. La formation visait également à sensibiliser le grand public aux dangers des explosifs et à la manière de les identifier. La mission de l'Union africaine a joué un rôle crucial dans la création de la Force de police de l'Etat du Sud-Ouest, avec la formation de six cents agents de police.

Guinée-Bissau

La Cédéao donne un délai de trente jours aux dirigeants politiques pour mettre fin à l'impasse politique qui dure depuis plus de deux ans dans le pays. Ce délai a été donné en vue de l'application d'une feuille de route proposée par le président bissau-guinéen, José Mario Vaz, visant à mettre pleinement en œuvre l'Accord de Conakry, qui prévoit la nomination d'un Premier ministre de consensus. L'Accord de Conakry est un instrument proposé par la Cédéao en octobre 2016 pour mettre fin à la crise politique en Guinée-Bissau, mais sa mise en œuvre continue de faire débat entre les dirigeants du pays. La Cédéao a appelé les organisations internationales, notamment l'ONU et l'Union africaine, à l'accompagner dans l'application des sanctions à imposer aux parties qui ne respecteraient pas l'Accord.

Burkina Faso

Le président burkinabè, Roch Marc Christian Kaboré, a annoncé une migration progressive vers une autre monnaie de la Cédéao à partir de 2020, décidée au cours de la 52e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etats et de gouvernement de cette organisation sous-régionale à Abuja, au Nigeria. Depuis quelques mois, la Cédéao, regroupant quinze pays de l'Afrique de l'ouest, a réaffirmé sa volonté de créer une nouvelle monnaie, au moment où la fronde contre le Franc CFA se fait de plus en plus perceptible sur le continent. Le président français, Emmanuel Macron, s'était dit favorable à un changement du nom ou à un élargissement du périmètre du franc CFA si les Etats africains le souhaitent.

Soudan du Sud

Le Conseil de sécurité proroge jusqu'au 15 mars 2018 le mandat de la Minuss, estimant préoccupante la situation sur les plans politique, humanitaire, économique, sécuritaire et des droits de l'homme au Soudan du Sud. Cette prorogation va au-delà de la recommandation faite par le secrétaire général de l'ONU, qui préconisait dans son rapport que le mandat actuel de la Minuss soit prorogé de deux mois pour permettre l'achèvement de l'examen stratégique de la Mission, actuellement en cours, et l'analyse par le Conseil de ses recommandations. Désormais, note le président du Conseil de sécurité pour le mois de décembre, Koro Bessho (Japon), 7,6 millions de personnes ont besoin d'aide, quatre millions sont déplacées et six millions « n'ont pas de quoi manger à leur faim ».

Source: AFP



ACHETER UN TELEVISEUR SMART N'EST PLUS UN LUXE





32" HD : 119 000 FCFA HT

43" FULL HD : 219 000 FCFA HT

50" FULL HD SMART : 369 000 FCFA HT

55" FULL HD SMART : 419 000 FCFA HT

65" ULTRA HD SMART : 999 000 FCFA HT



4 Avenue FOCH - Centre Ville - Brazzaville Tél.: 055 777 888 - 066 69 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après le Rond Point Kassaï - Pointe-Noire Tél.: 044 53 53 53 - 056 056 056

REPUBLIQUE DU CONGO
MINISTRE DE L'AMENAGEMENT, DE L'EQUIPEMENT DU TERRITOIRE, DES GRANDS TRAVAUX
DELEGATION GENERALE AUX GRANDS TRAVAUX
CELLULE D'EXECUTION DES PROJETS EN PARTENARIAT MULTILATERAL

I. Contexte

La République du Congo a sollicité et obtenu un prêt de la Banque Africaine de Développement afin de couvrir une partie des coûts du projet d'aménagement et de bitumage de la route Ketta-Djoum et de Facilitation du transport sur le corridor Brazzaville-Yaoundé, phase 2.

Elle a prévu d'utiliser une partie des ressources issues de ce financement pour couvrir les prestations liées à l'encadrement de jeunes ingénieurs congolais diplômés dans le domaine des travaux publics.

En effet, suite à l'appel à candidatures du 08 août 2016 et l'avis de non-objection de la Banque, douze (12) jeunes ingénieurs stagiaires avaient été recrutés et mis sur le chantier. Six (06), d'entre eux, ayant trouvé de meilleures opportunités ont décidé de quitter le chantier.

La Délégation Générale aux Grands Travaux lance, par le présent Avis, un appel à candidatures afin de procéder à un nouveau recrutement de six (6) jeunes ingénieurs en remplacement de ceux qui ont quitté le chantier.

II. Description de la mission

Ces stagiaires seront placés sous l'autorité du Chef de la mission de contrôle ou le Directeur des travaux de l'entreprise, selon le cas. Il affectera chaque stagiaire auprès d'un membre de l'équipe d'encadrement, à charge pour ce dernier, d'organiser, d'orienter et de superviser ses activités. Au cours de la période d'exécution du projet, il leur sera donné la possibilité de maîtriser et mettre en pratique : (i) les techniques de conception des ouvrages ; (ii) les outils de mise en œuvre des travaux et de leur contrôle /suivi ainsi que (iii) les techniques /méthodes de programmation et de réalisation des travaux.

Plus pratiquement, sous la supervision de leurs encadreurs respectifs, les stagiaires auront pour missions, sans que la liste soit exhaustive, de :

- participer à la programmation et à l'exécution ou à la supervision des travaux des différents ateliers ;
- prendre part aux différents essais ;
- participer à la réalisation du programme et des plannings d'exécution du projet ou à leur revue ;
- participer à la réalisation des projets d'exécution du projet ou à leur revue ;
- participer à la supervision du chantier ;
- participer aux réceptions provisoire et définitive des travaux ;
- Produire des rapports semestriels avec indication des activités menées dans les six (06) mois, visés par l'entreprise ou le bureau de contrôle selon les cas et adressés au coordonnateur du projet ;
- assurer toute autre tâche qui pourrait lui être confiée par son superviseur.

III. Profil du candidat

Les candidats devront satisfaire aux critères ci-dessous :

- être de nationalité congolaise ;
- être âgé de 30 ans au plus ;
- être détenteur d'un diplôme d'Ingénieur en génie civil (Bac +5) ou équivalent, datant de trois ans au plus ;
- avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique, notamment des applications du pack office (Word, Excel...), de dessin assisté par ordinateur (Auto CAD, COVADIS) et de calcul de structure constitue un atout ;
- être capable de travailler en équipe, identifier des problèmes rencontrés et proposer des solutions ;
- avoir une bonne expression orale et écrite en Français ;
- être capable de travailler sous pression.

IV. Dossier de candidature

Le dossier de candidature doit comprendre :

- une demande manuscrite adressée au Ministre de l'Aménagement, de l'Equipement du Territoire, des Grands Travaux, tenant lieu de lettre de motivation ;
- une copie certifiée conforme du diplôme ou attestation de fin d'études ;
- un certificat de nationalité ;
- un casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- un extrait d'acte de naissance.

V. Durée de la mission

Les candidats retenus seront placés sur le chantier d'aménagement et de bitumage de la route Ketta-Djoum, phase 2 auprès de l'Entreprise et de la Mission de Contrôle durant toute la durée des travaux.

VI. Lieu de la mission

La mission sera exécutée dans le Département de la Sangha (Districts de Sembé et de Souanké).

VII. Date limite de dépôt des candidatures

Le 29 décembre 2017 à 12 heures (heure locale).

VIII. Lieu de dépôt des candidatures

Les dossiers de candidatures doivent être déposés sous plis fermés à l'adresse mentionnée ci-dessous et porter expressément la mention « Dossier de candidature au poste d'ingénieur stagiaire au projet Ketta-Djoum 2 ».

A l'attention de la Délégation Générale aux Grands Travaux

Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral

Sise au n°2 de la Route de la Base militaire, Croisement du Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO - 5ème étage de l'Immeuble Cheick TAMBADOU (à côté de l'Hôtel King Maya). BP: 14 729 - Brazzaville - République du Congo.

Tél: (+ 242) 06 956 86 64 ; 05 386 35 32.

Email : ceprbaddggt@yahoo.com ; batoung123@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 15 décembre 2017

AFRIQUE DU SUD

Cyril Ramaphosa prend la tête de l'ANC

Le vice-président sud-africain a été élu, le 18 décembre, à la tête du Congrès national africain (ANC), succédant ainsi au président Jacob Zuma, à deux ans de la tenue d'élections dans le pays.



Cyril Ramaphosa

Cyril Ramaphosa avait en face de lui l'ancienne présidente de la commission de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini Zuma. Le vice-président sud-africain a devancé son challenger de 179 voix, au cours d'une élection serrée tenue à Johannesburg.

Après la proclamation des résultats, plusieurs membres du parti qui attendaient avec anxiété l'issue du scrutin, se sont mis à applaudir l'heureux gagnant.

Cyril Ramaphosa est un avocat de formation qui a dirigé le syndicat national des mineurs noirs ayant joué un rôle déterminant dans la lutte contre les inégalités, l'injustice sociale et raciale en Afrique du Sud.

Cette élection ouvre la voie à ce dernier pour devenir président de la République en 2019, à la fin du mandat de Jacob Zuma. Le nouveau vice-président de l'ANC devient David Mabuza qui faisait partie de la liste de Dlamini Zuma.

Christian Brice Elion

COPAX

La CDS recommande la poursuite du dialogue

La recommandation a été faite au terme de la 18e session ordinaire du Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale (COPAX), tenue le 16 décembre en RDC, consacrée à la situation géopolitique et sécuritaire dans trois pays (Cameroun, RCA, RDC).

La Commission de défense et de sécurité (CDS) a recommandé, s'agissant de la République centrafricaine (RCA), la tenue d'une conférence spéciale avec les pays voisins ; l'appui des pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) pour la levée de l'embargo sur les armes; la restitution des équipements militaires sortis du territoire lors de différentes crises que ce pays a connues.

Quant à la République démocratique du Congo (RDC), elle a re-

commandé « une plus grande implication de la CEEAC », en ce qui concerne le processus politique, de paix et de stabilisation, en collaboration avec les autres acteurs internationaux. Les participants ont également exhorté à la finalisation de l'étude sur la gouvernance sécuritaire au niveau de la sous-région d'Afrique centrale.

Ensuite, la CDS a recommandé au Conseil des ministres d'instruire le secrétariat général de se rapprocher des autorités compétentes de la République du Cameroun en vue de finaliser le processus d'implantation du Dépôt logistique régional de la Fomac dans ce pays, en tenant compte des conditions de l'Union africaine sur la co-localisation avec la Base logistique continentale.

En outre, la CDS a exhorté de faire appliquer, par les Etats membres,

l'article 27 du protocole du Copax relatif à son financement. Cet article dispose que « le fonctionnement du Copax relève du budget de la CEEAC. Il est créé un fonds d'affectation spéciale alimenté notamment par les contributions exceptionnelles des Etats membres et des donateurs extérieurs, destiné exclusivement à la réalisation des activités du Copax ».

En ce qui concerne l'exercice communautaire Fomac 2018, les membres de la CDS ont chargé les trois Etats pressentis comme coorganisateur (Gabon, Cameroun et Congo) de procéder à des consultations internes au niveau des chefs d'état-major généraux de leurs armées respectives et de transmettre leurs conclusions aux Etats membres à travers le secrétariat général de la CEEAC.

Yvette Reine Nzaba

ANNONCE

La société World leader solution crée votre entreprise en 48H.

-RCCM en 24H

-Scien et Scient en 48H

-NIU en une semaine

Vend ferme à Pointe-Noire au quartier Ngoyo vers la rivière Patra 230m² avec titre foncier, prix intéressant

Téléphone : 06 562 15 15



AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N° 012-MFB-PACIGOF-CPM 2017 (SERVICES DE CONSULTANTS)



Secteur : Gouvernance économique et Réformes financières

Référence de l'accord de financement : 2000130013732

N° d'Identification du Projet : P-CG-KZO-001

Recrutement d'un cabinet de consultants chargé de la formalisation du Projet Initiative pour la Solidarité et l'Autonomisation de l'Artisanat Congolais (ISAAC)

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un prêt du Fonds Africain de Développement (FAD) du Groupe de la Banque Africaine de Développement, pour financer le coût du Projet d'Appui au Climat des Investissements et la Gouvernance Sectorielle-Forêt/ Bois (« PACIGOF »).

Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce prêt soit utilisée pour effectuer les paiements au titre du « Recrutement d'un cabinet de consultants chargé de la formalisation du Projet Initiative pour la Solidarité et l'Autonomisation de l'Artisanat Congolais (ISAAC) »

Les services prévus au titre de ce marché comprennent :

- Analyse du cadre légal, réglementaire et institutionnel de l'existant ;
- Analyse de la demande et de l'offre dans le domaine du financement et de l'accompagnement des activités artisanales ;
- Analyse comparative de trois (03) exemples au moins des meilleures pratiques en Afrique et dans le monde
- Définition d'une organisation cible ;
- Elaboration d'un cahier de charges ;
- Elaboration d'un modèle économique et financier ;
- Estimation des apports, des coûts/bénéfices et analyse financière (rentabilité) ;
- Analyse de l'impact socioéconomique en général et, en particulier, du point de vue du genre et des jeunes ;
- Elaboration du modèle de gouvernance ;
- Elaboration du modèle de répartition des responsabilités et rôles ;
- Elaboration du modèle organisationnel général et ses outils de gestion ;
- Définition d'un plan de mise en œuvre ;
- Elaboration d'une feuille de route

- Définition d'un plan d'accompagnement.
- 2. L'Unité de Coordination du projet invite les cabinets intéressés à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les dites prestations (documentation, référence des prestations similaires dans au moins deux continents, expérience dans les missions comparables et en particulier auprès des gouvernements, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour favoriser leurs chances de qualification.

3. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, Edition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012» disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. L'intérêt manifesté par un Cabinet n'implique aucune obligation de la part de l'Emprunteur de le retenir sur la liste restreinte.

4. Les Cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires (TDRs notamment) relatives à cet avis aux adresses mentionnées ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 08 heures 00 à 16 heures 00 (heure locale).

5. Les expressions d'intérêt doivent être déposées/envoyées par courrier ou courriel aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard, le 15 Janvier 2018 à 12 heures, heure locale et portées expressément la mention : « Recrutement d'un cabinet de consultants chargé de la formalisation du Projet Initiative pour la Solidarité et l'Autonomisation de l'Artisanat Congolais (ISAAC) » :

Projet d'Appui au Climat des Investissements et la Gouvernance Sectorielle-Forêt/ Bois-(PACIGOF)

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur

Rue, Locko Isaac N°05 et 06 secteur Blanche Gomez Brazzaville-Congo

Tél : (242) 06 931 00 10/ 05 531 00 10; E-mail : pacigofcongo@gmail.com

Le Coordonnateur

Benoît NGAYOU

ELECTIONS 2018

Les étudiants invités à ne pas se laisser manipuler

L'appel a été lancé, le 17 décembre à Kinshasa, par le ministre de l'Aménagement du territoire et rénovation de la ville, Félix Kabange Numbi Mukwampa, et son collègue de l'Urbanisme et habitat, Joseph Kokonyangi.

Respectivement membre du bureau politique et secrétaire général adjoint de la majorité présidentielle, Félix Kabange Numbi Mukwampa et Joseph Kokonyangi ont été face aux étudiants de quatre institutions d'enseignement supérieur et universitaire, à savoir Unikin, Ista, ISC et UPN dans la salle Conforta située à Kasa-Vubu. Cette descente fait suite à celle effectuée, il y a près d'une semaine, dans la commune de Kisenso, pour entretenir les jeunes du Rassemblement de la jeunesse acquise à la paix.

Les deux ministres ont apporté un message de paix aux étudiants pour l'organisation des élections apaisées en 2018. Pour mieux traduire cette as-



Félix Kabange et Kokonyangi pour les élections et la paix

piration, ils ont été habillés en chemise blanche à manches longues et jean bleu, coiffés d'un sombrero avec des cannes à la main. « Le message est reflété par notre habillement, chemise blanche comme les prêtres s'habillent en soutane blanche, nous avons amené aux étu-

dians un message de paix. », a expliqué Kokonyangi, tout en soulignant : « Nous avons conscientisé les étudiants et ils ont compris qu'ils ne peuvent pas obéir à des ordres mal donnés. Ils doivent faire confiance au pouvoir en place, parce que le calendrier électoral a

déjà été rendu public et nous sommes en train d'aller directement aux élections; il n'y a donc pas raison de s'agiter ». Le secrétaire général adjoint de la majorité présidentielle a, par ailleurs, félicité les étudiants qui ont adhéré à ce message de paix.

Cadres de demain sur qui repose l'avenir de la nation, les étudiants ne doivent pas être manipulés par des politiciens qui ne jurent que par des troubles, ont estimé les deux ministres. Pour Félix Kabange Numbi, ils ne doivent pas répondre à ce genre d'appels. Aussi les a-t-il félicités pour avoir refusé d'obéir au mot d'ordre lancé par le Rassemblement de l'opposition et l'Église catholique. L'Église catholique, a-t-il souligné, doit être au milieu du village car en son sein, il n'y a pas seulement des chrétiens de l'opposition. « L'Église doit mettre ensemble l'opposition, la majorité présidentielle et la société civile », a-t-il dit, ajoutant que la RDC est un pays laïc. L'Église doit travailler pour la paix et la réconciliation, a-t-il renchéri.

Félix Kabange Numbi demande à l'opposition de se préparer pour aller aux élections au lieu d'intimer des mots d'ordre à la désobéissance civile car il n'y aura pas d'élections en 2017.

Aline Nzuzi

ÉQUATEUR

La population veut quitter la période des crises

Les habitants de la province se propose le choix d'un gouverneur vertueux, avec un sens élevé d'éthique, expérimenté dans la gestion, soucieux de rendre service, désintéressé, plein d'humilité, sociable avec un sens d'écoute et rassembleur.

L'histoire récente renseigne que l'actuelle province de l'Équateur, ayant gardé la même appellation que l'ex-grand Équateur, aujourd'hui démembrée, hérite fort malheureusement des maux qui l'ont rongée, notamment les conflits entre leaders. La course au pouvoir, le tâtonnement, le manque d'idéal et du réalisme chez les dirigeants ainsi que la population. Les « Équatoriens » en prennent pour preuve l'échec du premier gouvernement provincial mis en place après le démembrement de la grande province. Pour cette population, en effet, la sortie de cette situation marquée par des crises sans précédent à répétition serait le choix d'un gouverneur vertueux. C'est donc fort de ce vœu de voir cette province décoller que la population dit avoir jeté son dévolu sur l'un de ses fils, Bobo Boloko, pour briguer le poste de gouverneur de province. « Cela permettra de sortir l'Équateur de ces sentiers battus constitués d'une période critique de crises à répétition », soutiennent des sources proches de cette province.

Pour motiver ce choix, ces sources brandissent plusieurs

réalisations du nommé à travers son entreprise Bobo construction, active dans la construction des écoles, la réhabilitation des hôpitaux, des ponts, des routes et des ports dans cette partie du pays. « M. Bobo Boloko a une grande vision à l'émergence de la province de l'Équateur telle que prônée par le chef de l'État, Joseph Kabila Kabange », renchérisse ces sources. Son agence de transfert des fonds sur toute l'étendue de la province et celle de fret qui aide la population par des vivres frais de Mbandaka à Kinshasa et vice-versa, constituent, note-t-on, ses contributions positives sur la vie économique et sociale de la population de l'Équateur. Pour cette province, la présence de toutes ces entreprises permet de résorber le problème de chômage. Les avions affrétés pour le compte de Bobo Boloko, les chambres froides installées dans la province, la rizerie pour l'usinage du riz paddy, l'usine de traitement d'eau, plusieurs plantations de palmiers et arbres fruitiers, l'élevage des bœufs, porcs et chèvres constitueraient également les apports de cette personnalité pour sa province.

Lucien Dianzenza

OPPOSITION

L'UDPS et le Rassemblement dans la rue ce 19 décembre

Les forces politiques se disant acquies au changement dans le pays ont envisagé d'organiser une marche pour réclamer la tenue des élections en République démocratique du Congo (RDC), conformément à l'accord de la Saint-Sylvestre de 2016.

Après la marche réprimée du 30 novembre dernier qui a vu certains cadres du Rassem-



Des manifestants devant l'entrée du Palais du peuple

blement et de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) être interpellés, sans oublier les arrestations opérées dans les rangs des manifestants, les forces de l'opposition radicale entendent récidiver. Une nouvelle marche est, en effet, projetée pour ce 19 décembre. Initiée par le Rassemblement et portée par

l'UDPS, cette énième manifestation se veut celle de la dernière chance, à en croire les organisateurs décidés à mettre les bouchées doubles pour gagner le pari de la mobilisation. « Prenez au sérieux cette marche de sommation. Sortez massivement ! Je serai avec vous. Ils ont peur. C'est une question de quelques jours », déclarait, il y a peu,

mer. « Nous sommes prêts à mourir pour notre pays », s'est-il adressé aux nombreux militants émerveillés par son opiniâtreté à combattre pacifiquement le pouvoir en place. L'UDPS et les autres forces du Rassemblement, a-t-il ajouté, ont écrit officiellement depuis le 13 décembre au gouverneur de la ville de Kinshasa pour le tenir informé de cette organisation, conformément au régime d'information qui régit la tenue des manifestations publiques.

Faisant fi de l'autorisation ou non de l'autorité urbaine, l'UDPS et alliés sont déterminés à battre la pavé ce mardi suivant un itinéraire déjà tracé d'avance : Échangeur de Limete (point de ralliement à 9h00) - boulevard Lumumba - avenue Sendwe - boulevard Triomphal (point de chute). Comme lors de la précédente manifestation de cette plateforme politique, interdite et réprimée énergiquement, les plus sceptiques pensent que celle de ce mardi subirait aussi le même sort au nom de la loi. Les manifestations publiques étant bannies jusqu'à nouvel ordre, tant à Kinshasa qu'ailleurs dans le pays.

Alain Diasso

SANTÉ

De nouveaux membres pour le CNMMPR

Dix-sept impétrants ont prêté serment au cours de la neuvième assemblée générale de la corporation médicale tenue à Kinshasa, le 16 décembre.

Les médecins physiques et de réadaptation (MPR) ont tenu leur neuvième assemblée générale au centre Béthanie, à Gombe. Une occasion qui a permis au Conseil national des médecins physiques et de réadaptation (CNMMPR) de faire le point de ses activités et d'accueillir de nouveaux membres.

Les nouveaux venus ont ainsi prêté le serment d'Hippocrate version MPR, pour devenir des membres effectifs du CNMMPR, conformément aux prescrits des statuts de cette corporation, afin d'exercer leurs fonctions. Ils ont promis de se conformer aux exigences de leur corporation, en exerçant ce métier avec beaucoup de sens de responsabilité et d'humanisme. Prenant acte de leur serment, le président national du CNMMPR, le Dr Fiston Manpuya, leur a donné à titre symbolique les titres distinctifs de leur métier dont le marteau percuteur et le stéthoscope.

269 diplômés et 222 membres du CNMMPR. Faisant l'état des lieux de cette corporation médicale, le secrétaire général du CNMMPR, le Dr Raphaël Mafuta, a rappelé que la médecine physique et de réadaptation (MPR) était parmi les trois filières organisées par la Faculté de la médecine de l'université de Kinshasa (Unikin). C'est depuis 2001 que cette filière a été ajoutée aux deux autres qui existaient déjà. Notant que le département de MPR était un vieux projet datant de 1968, il a souligné que sa mise en œuvre a été motivée par le souci de cette alma mater de pallier le manque



Les membres du bureau du CNMMPR (Adiac)

des médecins spécialistes en MPR. Il avait été, en effet, constaté l'insuffisance en qualité des soins adaptés lors de la prise en charge en rééducation et réadaptation médicale. « Il semble évident que la Faculté de médecine de l'Unikin a voulu renforcer notre pays et le ministère de la Santé publique en ressources humaines pour la santé afin de répondre à l'appel de l'OMS qui définit la santé comme état de complet bien-être mental, physique, psychologique ne consistant pas seulement en l'absence de maladie », s'est convaincu le secrétaire général du CNMMPR.

Dans cette volonté, la Faculté de médecine de l'Unikin a déjà formé dix promotions, avec 269 personnes pour la filière MPR. La quatrième promotion s'est distinguée avec le plus grand nombre de lauréats. Pour mieux défendre cette formation mé-

dicale en évitant les déchirements entre les membres et en harmonisant les points de vue par la réflexion, le CNMMPR a donc été créé. Il compte, depuis le 16 décembre, 222 membres dont 113 évoluent dans les institutions sanitaires et structures du ministère de la Santé publique pendant que deux sont dans les organismes internationaux, en plus de ceux qui sont dans le secteur privé. Pour défendre les intérêts de ses membres exerçant dans ces différentes institutions, les MPR ont décidé de créer le Syndicat national.

Des produits des firmes pharmaceutiques partenaires

Au cours de ces travaux de l'assemblée générale, le CNMMPR a également permis aux firmes pharmaceutiques, partenaires de cette rencontre dont AMT Pharma, New Cesamex et Biogenis, de présenter leurs

produits. Les MPR peuvent les prescrire à leurs patients, en vue de trouver des solutions à leurs problèmes de santé.

AMT Pharma a présenté son produit neuro-protecteur, le Centrum ainsi que Trioméga, constitué des acides gras essentiels afin de maintenir la santé du cœur et l'équilibre du sang. New Cesamex, quant à elle, a présenté ses antibiotiques, ses antispasmodiques, ses anti-inflammatoires et ses anti-hémorroïdaires dont Anset, Normegyl, Spasta 10/20, Cemycine, Esmor 40 inj, Cepime, Newmex, Cefam, Hemorex, Esmodon, etc. Cependant, Biogenis a présenté ses antioxydants (Hercule), ses anti-inflammatoires (Flamo) et ses antipaludiques. Chacune de ces firmes a vanté les avantages de ses produits, afin d'éclairer la lanterne des MPR et de leur permettre de prendre la bonne décision dans leurs prescriptions pour leurs malades.

La formation continue

Dans le cadre de la formation continue, les MPR ont suivi un exposé sur la gestion ou la prise en charge de la douleur. L'interaction qui avait suivi cet exposé a démontré l'intérêt des participants à cette matière. Après cette session, les rideaux sont momentanément tombés sur la neuvième assemblée générale pour permettre aux MPR de traiter des matières dont le public, composé de familles de ceux qui ont prêté serment et d'autres invités, n'avaient pas accès. Le rendez-vous avec le CNMMPR avait donc été pris pour l'année 2018 au cours de laquelle cette corporation affirme avoir des perspectives plus radieuses.

Lucien Dianzenza

GRAND KIVU

Les déplacés, premières victimes des ADF

Plus de quinze mille personnes ont fui les exactions de Forces démocratiques alliées (ADF) entre septembre et novembre, d'après un centre d'aide aux déplacés de la ville d'Oicha.

«C'est la guerre». Jean-de-Dieu, sa femme et ses dix enfants ont grossi le flot des déplacés en République démocratique du Congo (RDC), pays le plus touché au monde en 2017 par des mouvements de population, en fuyant les ADF, le groupe armé qui vient de tuer quatorze Casques bleus tanzaniens. Voisins tués, égorgés, maisons incendiées, bétail et champs pillés... Ce père de famille de 48 ans et tous les déplacés du Nord-Kivu, dans l'est de la RDC, livrent le même récit des atrocités commises par les ADF, groupe ougandais musulman à l'origine de la pire attaque contre l'ONU en vingt-quatre ans.

Le 16 septembre, les ADF ont tué un civil en attaquant la ville d'Oicha, selon un responsable local, l'administrateur du territoire de Beni. Les assaillants ont aussi

abattu un militaire, d'après le responsable d'une organisation de jeunesse, qui se présente comme un témoin visuel. C'est dans cette même ville d'Oicha que Jean-de-Dieu a trouvé refuge avec sa famille nombreuse. En octobre, ils ont quitté Mamoundioma plus à l'est vers l'Ouganda quand ils ont entendu le crépitement des balles des ADF, des «islamistes» et des «terroristes», à en croire les autorités. À Oicha, Jean-de-Dieu a été reçu par une «famille d'accueil», des amis qui lui ont prêté une maison de trois pièces pour lui et ses enfants. Douze bouches de plus à nourrir, donc. «Nous partons tous aux champs pour trouver à manger», dit la fille aînée de la famille d'accueil, Kahindo, 28 ans.

Cette solidarité communautaire représente une alternative aux camps de réfugiés de

la RDC, pays qui compte quatre millions de déplacés, dont 1,7 million supplémentaires en 2017, d'après les estimations des humanitaires. Au total plus de quinze mille personnes ont fui les ADF entre septembre et novembre, selon un centre d'aide aux déplacés d'Oicha. Ces derniers mois, le groupe armé ougandais a multiplié les attaques (massacre d'une vingtaine de civils sur la route Mbau-Kamango, assaut en octobre contre les Casques bleus de la base de Mamoundioma, tuant déjà trois soldats tanzaniens). Depuis 2014, des massacres attribués aux ADF ont fait des dizaines, voire des centaines de morts dans la région de Beni.

Des efforts à faire

À Oicha, les déplacés qui n'ont pas de famille d'accueil dorment dans des salles de classe, où ils laissent la journée leur matelas et leurs casseroles. «Cela perturbe les élèves», regrette une institutrice, Eugénie. Les «Kimbizi» (déplacés en swahili) se plaignent, eux, de ne plus pouvoir envoyer leurs enfants à l'école, faute d'argent. La situation est encore pire pour les quelques centaines de déplacés pygmées qui survivent dans un camp à la périphérie d'Oicha, en se nourrissant de feuilles de manioc ou de racines d'igname. Des enfants ont le ventre ballonné. «La malnutrition», affirme Defao Bassinga, un des déplacés pygmées.

L'assistance humanitaire va commencer la semaine prochaine à Oicha, assurent les

Nations unies. Depuis novembre, le flot des déplacés a cessé car l'axe Mbau-Kamango est coupé pour des raisons de sécurité. «La population est bloquée depuis un mois à Kamango», note la radio communautaire Moto, qui vient d'annoncer la mort d'un motard sur cette route de tous les dangers, tué par des ADF. Dans cette zone inaccessible, la Mission des Nations unies au Congo (Monusco) et l'armée congolaise assurent qu'elles ont envoyé des renforts depuis la mort des quatorze Tanzaniens dans l'attaque de la base de Semuliki, la nuit du 7 au 8 décembre. «Nous avons encore des efforts à faire. Le matériel va suivre», a assuré le général congolais Marcel Mbangi, commandant de la zone, qui a lui-même survécu à une embuscade des ADF en novembre.

L'armée congolaise avait annoncé avoir tué soixante-douze ADF après la mort des quatorze Tanzaniens. Un bilan un peu rapide de l'aveu même du général: «Une enquête est en cours. Une opération conjointe avec l'armée ougandaise est exclue, mais une opération coordonnée est probable», a ajouté le haut gradé, en présentant à la presse deux miliciens arrêtés par ses hommes, pour clouer le bec à celles et ceux qui parlent de «présomés ADF». Et le général Mbangi de prévenir que tous ceux qui se posent encore des questions sur l'identité réelle des ADF appartiennent eux aussi au camp des «ennemis».

AFP



Un déplacé pygmée devant sa hutte de fortune

VINDOULOU

Pose de la première pierre du lycée moderne interdépartemental

La cérémonie officielle a eu lieu, le 16 décembre, dans le quatrième arrondissement de la ville économique, Loandjili, sous les auspices du Premier ministre, Clément Mouamba, en présence de quelques membres du gouvernement, des autorités civiles et militaires des départements de Pointe-Noire et du Kouilou, des parents d'élèves, des élèves et des invités.

Le ministre de l'Enseignement primaire et secondaire chargé de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, a indiqué que le lycée moderne interdépartemental de Vindoulou sera construit conformément au modèle standard des lycées d'enseignement général voulu par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qui en avait, d'ailleurs, défini les caractéristiques à travers son contrat social.

Ce lycée comprendra quarante-huit salles de classe, soit quatre-vingt-seize classes pédagogiques pouvant accueillir au total plus de cinq mille élèves au ratio raisonnable de cinquante élèves maximum par salle de classe, six laboratoires équipés, un amphithéâtre de deux cents places, une salle informatique, une bibliothèque, un complexe sportif, un internat susceptible de loger plus de trois cents personnes et des logements de l'ensemble des agents de



Le Premier ministre posant la première pierre

maîtrise.

Après la pose de la première pierre, le Premier ministre et sa suite se sont rendus au village Koungou, au Kouilou, à quelques encablures de Pointe-Noire en vue de la réception officielle d'une commande de cinquante mille tables-bancs exécutée par la société malaisienne Taman Industrie Limited. Cette ambition s'inscrit dans le cadre de l'un des projets du gouvernement, à savoir «Zéro élève assis au sol dans les écoles du Congo d'ici à 2021». Un projet piloté par le ministère de l'Enseignement

primaire et secondaire en partenariat avec les ministères de l'Enseignement technique et professionnel ainsi que celui de l'Économie forestière.

Exprimant ainsi sa satisfaction à l'occasion de cette rencontre, le Premier ministre a rappelé que la réception de ces tables-bancs est une véritable satisfaction pour le gouvernement qui a constaté, depuis plusieurs années, que le Congo en tant que pays producteur de bois de qualité souffrait d'une grande insuffisance de tables-bancs dans les écoles. « Les ci-

toyens congolais se demandaient comment, dans un pays producteur de bois depuis plusieurs années, les écoliers continuent de prendre les cours parfois à même le sol. Avec l'appui des sociétés industrielles du bois, le gouvernement a pris l'initiative de doter en tables-bancs l'ensemble des structures scolaires du pays sur un programme de cinq années », a-t-il assuré.

Clément Mouamba a aussi déploré le phénomène de vol et de destruction des tables-bancs dans les écoles publiques du Congo. À ce sujet, il a expliqué que le gouvernement s'attellera à construire des murs de clôture dans toutes les écoles publiques en vue d'éviter ce phénomène. « En plus des murs de clôture, il y a aussi l'idée de doter les écoles publiques des surveillants qui y habiteront. Dans ce sens, la responsabilité des écoliers, des parents d'élèves et des responsables du monde éducatif sera engagée en vue de mieux sécuriser les biens de l'école », a-t-il déclaré. La fin de ces retrouvailles a été marquée par un apéritif offert pour la circonstance à l'ensemble des participants.

Séverin Ibara

FÊTE DE NOËL

Un ménage à couteaux tirés

La scène se passe à Pointe-Noire, le 18 décembre au quartier Km4, dans le premier arrondissement Emery-Patrice-Lumumba, aux environs de 9h 30mn. Une épouse a manqué publiquement de respect à son mari à cause des habits et jouets d'enfants qui n'ont pas encore été achetés.

La situation qui vient de se passer dans l'un des ménages de la ville océane est révélatrice des agissements de certaines femmes au foyer qui se permettent de « salir » leurs époux, à la veille des fêtes de fin d'année, en l'occurrence celle de Noël. Les vêtements et jouets d'enfants ainsi que leurs propres habits et autres bijoux sont souvent la pomme de discorde. « Aujourd'hui, je serai avec toi jusqu'à

ton travail. Et nous ne reviendrons à la maison que lorsque tu me donneras l'argent des jouets et habits des enfants. Tu continues de me mentir que tu n'as pas encore eu le salaire alors que les fonctionnaires de l'Etat ont été payés. Tu n'as que l'argent pour rentrer à la maison très saoul. Aujourd'hui, je ne te lâcherai pas », a vociféré très en colère, la dame tenant au collet son mari. Et cela se passe dans la rue, au vu et au su des voisins et habitants du quartier, sans oublier les regards innocents des enfants.

Réagissant à cette querelle intra-ménage, la population a eu des avis très partagés. Pour les uns, la femme a totalement tort sur toute la ligne. Si le mari n'a pas encore pensé aux enfants, il est conscient de cela et ce n'est pas la bonne manière pour une mère de famille d'extérioriser cette « cuisine interne ». Ils ont

totallement condamnés la manière d'agir de la femme qui a choisi d'humilier son mari à cause des fêtes, comme si après, les dépenses familiales vont s'arrêter. Pour les autres, en majorité les femmes, la réaction de leur soeur est soutenable. D'après elles, depuis que le vocable de « rupture » visite tous les foyers, certains



Et pourtant, ces enfants entourant le Père Noël sont humblement habillés

hommes ont pris la sale habitude de tromper leurs épouses, même si les salaires venaient d'être payés. « Ce qui fait plus mal c'est que cet homme, comme dit son épouse, rentre toujours saoul. Elle a bien fait de ne pas le lâcher toute la journée ! », ont conclu ces femmes qui apprécient favorablement l'agissement de cette dame. Notons que la fête de Noël qui prend un symbolisme familial très fort n'est pas faite pour diviser des foyers mais plutôt pour recréer une forte affection entre parents et enfants. Même avec de vieux habits correctement soignés et des jouets simples, la fête pourrait bien se passer. Cette dispute met à nu le comportement de certaines femmes au foyer qui poussent parfois les chefs de famille à effectuer de folles dépenses regrettables. Un adage populaire dit : « La poule n'avale la graine qu'à la dimension de son oesophage ». Affaire à suivre.

Faustin Akono

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Le projet de la zone économique franchit une étape décisive

L'année 2018 marquera à coup sûr le processus de création des zones économiques spéciales (ZES) en République du Congo, notamment celle de la ville océane - la première à voir le jour sur les quatre prévues par le gouvernement -, dont le projet de loi relatif à sa mise sur pied vient d'être adopté au niveau de l'Assemblée nationale.

Après la promulgation de la loi sur la ZES de Pointe-Noire, aucun verrou n'empêchera la concrétisation de cet ambitieux projet qui devrait permettre, d'une part, de diversifier l'économie, et d'autre part, de créer plus de cent mille emplois directs et indirects, à en croire le gouvernement. Il est également attendu de la ZES de Pointe-Noire, la mise en place des bases d'une industrialisation structurée. Car l'économie du pays, qui demeure jusque-là dépendante des ressources de l'or noir, continue à faire les frais de l'effondrement du prix du baril de pétrole sur le marché mondial. Le Congo bénéficie de l'appui technique et financier de la Chine dans la mise en œuvre de la ZES de Pointe-Noire qui s'étendra sur un espace de 27,9km², à la lisière de l'océan atlantique, dans le département du Kouilou. Cette plateforme de développement comportera un port minéralier, une zone logistique et plusieurs unités industrielles dont la production sera, en grande partie, destinée à l'exportation. Elle influera sur l'attraction des investissements directs étrangers, l'aug-

mentation des recettes fiscales et les exportations du pays.

Dans le cadre de ce projet, le gouvernement et le fonds d'investissement sino-africain ont conclu, en 2016, un protocole d'accord portant sur les études de faisabilité, le mode d'investissement et de financement, les infrastructures de développement de la ZES de Pointe-Noire.

Les ZES offrent des avantages particuliers aux investisseurs en ce qui concerne le régime fiscal-douanier, l'accès au guichet unique pour toutes les formalités administratives, la gestion des ressources humaines et le régime de change. Elles sont administrées par un comité national d'orientation présidé par le président de la République.

Il y a aussi une agence de planification, de promotion et de développement ainsi qu'une autorité de régulation chargée d'assurer l'arbitrage des conflits opposant l'agence de planification, les développeurs, les opérateurs et les investisseurs.

La loi portant création des ZES dispose, en son article 17, que « les avantages concédés aux titulaires d'un agrément par la présente loi peuvent être cumulés avec les avantages prévus par d'autres dispositions législatives en matière d'encouragement à l'investissement ». Notons que hormis la ZES de Pointe-Noire, le gouvernement s'emploie au développement de trois autres, notamment celles de Brazzaville, de Ouesso et d'Oyo-Ollombo.

Christian Brice Elion

SANTÉ

L'Hôpital général Adolphe-Sicé préoccupé par l'accès aux soins de qualité

La plus grande formation sanitaire de Pointe-Noire a tenu, le 14 décembre, son conseil d'établissement au cours duquel plusieurs projets de délibération ont été examinés et adoptés en vue de l'augmentation de son rendement et un meilleur accès aux soins de qualité.

Le nouveau directeur général de l'Hôpital Adolphe-Cissé, Raoul Chocolat, a d'emblée souligné que la rencontre s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations des assises d'Ewo, tenues du 17 au 20 décembre 2016, sur la santé en République du Congo. Au cours de celles-ci, les problèmes qui minent la santé de la population congolaise ainsi que celui de l'offre des soins et services de santé avaient été examinés.

Des recommandations avaient alors été formulées en vue du renforcement de la gouvernance hospitalière et son leadership, notamment sur l'absence de projet d'établissement; le faible niveau de fonctionnement des organes de gestion; l'absence de directives, de protocoles écrits accessibles à tous les praticiens; les faibles capacités d'organisation et de gestion de l'offre de soins de qualité et des risques qui y sont associés.

Huit exposés portant, entre autres, sur le processus de gestion des ressources et sur le plan d'action de l'hôpital ainsi que des échanges ont marqué ce conseil d'établissement, organe consultatif intrinsèque. Ces assises ont permis de préparer des propositions, orientations et recomman-



Une vue de la salle lors du conseil d'établissement

dations à soumettre au comité de direction, à travers des projets de délibérations qui ont été examinés et adoptés. Ceux-ci concernent la construction et la réhabilitation en cours de l'hôpital; le plan d'équipement prioritaire conformément aux normes internationales; l'acquisition du matériel; le règlement intérieur des agents; la convention collective de l'hôpital; et le budget; la nomenclature des actes chirurgicaux et de laboratoire.

Toutes ces dispositions devraient contribuer à une meilleure gouvernance et une gestion participative de l'hôpital afin d'augmenter son rendement pour permettre plus d'accès aux soins de quali-

té. « Nous avons tenu ce conseil pour tenter de disposer des référentiels quantifiables qui aideraient la nouvelle équipe que j'ai l'honneur de diriger, depuis le 25 août 2017, à mieux définir et asseoir les bases de la restructuration, de la reconstruction et de l'intégration de cette formation sanitaire à la modernité et la rationalité », a dit Raoul Chocolat, après avoir énuméré les maux qui minent l'hôpital général Adolphe-Sicé.

Il a épingle, parmi ces maux, l'encombrement des services d'hospitalisation ainsi que l'errance des parents et autres gardes malades; la vétusté des bâtiments datant des années 1930, des réseaux

d'adduction d'eau et d'électricité; l'insuffisance du plateau technique ne pouvant permettre de disposer d'une offre diagnostique et thérapeutique suffisante et de qualité, les faibles allocations de l'Etat en ce qui concerne les budgets de fonctionnement; l'insuffisance des ressources humaines. Raoul Chocolat a, par ailleurs, assuré de leur disponibilité et de leur ferme détermination à accompagner le gouvernement de la République dans l'accomplissement des missions dévolues au département de la santé, conformément aux orientations consignées dans le programme de gouvernement, « La marche vers le développement ». Il a aussi

invité le personnel de sa structure « à se mettre au travail en cultivant et pratiquant les vertus et les valeurs que recommande leur éthique professionnelle ». Cela, malgré la crise économique et financière.

Patronnant les travaux de ce conseil d'établissement, Philippe Efoudit Mboumba, conseiller socio-culturel représentant le maire de la ville, s'est dit satisfait que le patient soit le plus grand bénéficiaire de toutes les délibérations prises. Notons que cette activité s'est déroulée en présence de Jean-Pierre Michel Ndzondault, directeur départemental de la Santé de Pointe-Noire.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

BASKET-BALL

La 3^e édition du Play for peace se termine en beauté

Après deux jours d'activités autour du street ball, du rap, de jeux et animations diverses, le tournoi a pris fin le 17 décembre, au stade Synergie Sport de Pointe-Noire, avec la victoire de For Black en juniors et d'Avengers en séniors aux tournois Play ground 3 contre 3 (half Court).

Trente trois équipes de juniors et douze de séniors ont pris part aux deux tournois Playground 3 contre 3. Après les éliminatoires, la finale a opposé en juniors For Black qui a étrillé Renaissance par 23 points à 11 tandis qu'en séniors, c'est l'équipe d'Avengers qui a pris le dessus sur No Limit, le champion sortant sur le score

de 20 à 15. En marge du tournoi, plusieurs autres concours ont été organisés, notamment celui des trois points; de danse; de chant ainsi que le smatch ball et des activités entrecoupées par des jeux et animations diverses. Selon Sylvain Mabona, président de l'association Nocko, initiateur du tournoi, la 3^e édition a

été une réussite puisque le but recherché, à savoir fédérer les jeunes autour de la philosophie de la paix, a été atteint. « Nous remercions tous ceux qui ont apporté leur concours au succès de l'activité en souhaitant que lors des prochaines éditions, d'autres partenaires vont nous rejoindre. Nous voulons transmettre la joie aux jeunes, communier avec eux pour que le pays en tire profit en formant des cadres et des personnes responsables capables d'assurer la relève de demain », a-t-il promis. Cette troisième édition a été organisée en partenariat avec l'association Synergie Sport qui appuie la jeunesse par des formations et un encadrement adéquats. Lors de la dernière journée, l'artiste musicien Teddy Benzo, ancien basketteur, accompagné de son groupe, a gratifié le public d'une sympathique offrant un avant goût de son opus qui sort dans les prochains jours.

De nombreux sportifs, parents et jeunes ont salué cette initia-

tive qui permet de cultiver, au sein de la jeunesse, les valeurs du vivre et travailler ensemble mais aussi et surtout la valorisation de la culture sportive comme moyen de compréhension des sociétés, la valorisation du sport comme accélérateur du développement, la découverte des jeunes sportifs talentueux, le partage d'émotions fortes autour des idéaux fédérateurs véhiculés par le sport.

Les équipes gagnantes et les finalistes ont reçu des trophées et d'autres cadeaux tout comme Rodrigue, vainqueur en catégorie concours trois points; Précieux Goma en smatch ball et John Woward d'Avengers le meilleur joueur du tournoi. Play for Peace est un événement sportif gratuit qui s'inspire des événements similaires dans le monde: Rucker Park à Harlem, Venice Beach à Los Angeles aux États-Unis et Quai 54 à Paris (France).

Heré Brice Mampouya



Un joueur du Team Avengers récompensé/Adiac

INTERVIEW.

Rodrigue Dinga Mbomi: « Nous irons chercher des financements auprès des entreprises pour développer le sport de travail à Brazzaville »

Le nouveau président de la Ligue de Brazzaville du sport de travail, élu le 15 décembre au cours d'une assemblée générale, s'est engagé à contribuer au développement de cette discipline pour les salariés des entreprises. Dans cette interview accordée à notre journal, il définit ses priorités.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Qu'est-ce qui vous a motivé à briguer la présidence de la Ligue de Brazzaville de sport du travail ?

Rodrigue Dinga Mbomi (R.D.M.) : Je suis directeur général du Cabinet Communica. Nous sommes spécialisés dans le conseil entreprise, relation client. Nous aidons les entreprises à se développer surtout dans l'axe marketing, communication, renforcement des capacités du point de vue management et des relations clients. A titre personnel, je me considère comme un passionné du football et de la marche. Quand j'étais jeune, j'étais aspirant dans un centre professionnel de Toulouse, et j'ai évolué aux côtés de Jean Pierre Papin pendant trois ans à Bordeaux. Le football, c'est un sport que j'aime. Et, depuis quelques années, je me suis mis à la course à pied. Je commençais à faire des marathons, notamment celui de Paris car je me suis aperçu que lorsqu'on travaille et que l'on pratique un sport, cela contribue à se sentir mieux. Je pense que la pratique des activités sportives régulières, pour les salariés des entreprises,



Rodrigue Dinga Mbomi/photo DR

est un bénéfice pour eux. C'est pour cette raison que je me suis présenté à cette élection pour contribuer au développement du sport au profit des salariés.

L.D.B.: Les défis sont énormes, quelles sont vos priorités ?

R.D.M. : C'est important pour moi de rappeler une chose. Cela fait déjà cinq ans qu'au niveau de Communica, nous organisons régulièrement des événements sportifs. Il y a quelques semaines, j'ai rencontré le président de la fédération avec qui j'ai échangé sur sa vision. Il a insisté sur le mot fécondité, c'est-à-dire produire plus. J'ai senti, par son engagement, que nous allons faire quelque chose d'intéressant. Nous allons travailler en fonction de la politique de la fédération.

Elle met en exergue l'aspect institutionnel, la gouvernance, le partenariat financier, l'extérieur et deux autres qui sont au niveau de l'implantation départementale et des activités olympiques.

L.D.B.: Concrètement, quelle est la contribution de la Ligue dans cette vision de la fédération ?

R.D.M. : Sur l'axe institutionnel, il s'agit de créer des relations avec les entreprises et de la développer. Quand je dis les entreprises, c'est aussi bien les entreprises publiques que privées. Il faut créer une relation de confiance et une relation client aussi bien avec ces entreprises qu'avec des salariés. Je tiens aussi à préciser qu'on ne peut pas avoir de l'efficacité sans la gouvernance. Il y

a trois choses importantes que nous allons exploiter : premièrement, une vision, c'est-à-dire où l'on veut aller. Ensuite une stratégie. Une fois que la stratégie est mise en place, il faut la décliner en projets. A partir de ceux-ci, peut commencer alors le pilotage avec une gestion axée sur les résultats, appuyée sur la transparence. Cela me paraît très important. Aujourd'hui, le sport est devenu un véritable business et une association pour pouvoir se développer, il faut qu'elle se gère comme une entreprise. Cela veut dire que nous irons chercher des financements auprès des entreprises. En conséquence, si ces entreprises nous font confiance, nous devons leur rendre des comptes.

Nous allons aussi développer l'aspect partenariat financier. Je compte faire mettre à des postes clés de la Ligue, des représentants des entreprises. Nous devons créer, à ce niveau, le poste de trésorier général adjoint. Il doit être occupé par le représentant d'une entreprise, ainsi que celui du commissariat aux comptes. Du point de vue stratégique, cela montre notre volonté de la transparence.

L.D.B.: Y a-t-il des partenariats en vue pour la Ligue de Brazzaville ?

R.D.M. : Oui, s'il faut chercher des financements, il faut travailler avec l'étranger. Nous allons chercher des financements en Europe, en s'appuyant surtout

sur le jumelage entre la ligue de Brazzaville et celle de Reims, en France. Mais notre politique ne s'arrêtera pas qu'à la recherche des financements. Nous voulons nous implanter au niveau départemental. Nous allons essayer de travailler de façon à créer un lien entre chaque arrondissement pour que les gens se rencontrent régulièrement. Nous allons aussi développer le sport en nous alignant sur les activités retenues pour les premiers Jeux africains qui auront lieu en décembre 2018. L'idée, c'est contribuer à amener les salariés de Brazzaville à participer à ces Jeux. Nous travaillons par rapport à la politique de la fédération.

L.D.B.: Quels sont les hommes et les femmes qui vous accompagnent dans cette mission ?

R.D.M. : Nous avons une très bonne équipe composée des personnes d'institutions publiques et privées. C'est ce mélange-là qui nous permettra de développer le sport d'entreprises au niveau du département de Brazzaville.

L.D.B.: Et pour conclure :

R.D.M. : Nous avons des ambitions de renforcer la pratique du sport dans nos entreprises. On n'arrivera pas seul. Je crois qu'on peut arriver à avoir cinq cents organisations adhérentes pour la ville de Brazzaville. Cela passera par la communication et la relation de confiance.

Propos recueillis par James Golden Eloué

KARATÉ

Brazzaville remporte les 23^{es} championnats nationaux

Les athlètes de la ville capitale se sont taillés la part de lion à la clôture de la compétition, le 17 décembre au gymnase Henri-Elendé, remportant également le prix de meilleur compétiteur par le biais de Nardy Bikoka Mbako.

La logique a été respectée durant les deux jours de la compétition. Les athlètes de Brazzaville ont montré leur suprématie sur ceux de Pointe-Noire, du Pool, de la Cuvette et de la Likouala, en glanant près de dix médailles d'or. En kata individuel messieurs, Steven Moukassa a eu raison de Bah Ibrahim de Pointe-Noire. Ndzobo Mobonda de Brazzaville et Jean Brice Tatou de Pointe-Noire ont complété le podium. La tendance s'est inversée chez les dames, puisque Prospérine Koudédé de Pointe-Noire a pris le dessus sur Mamy Diabaté de Brazzaville. C'est dans cet exercice que les Ponténégrins ont été supérieurs aux Brazzavillois car dans le Kumité par équipe, ils ont occupé le premier rang devant Calk Funakoshi, Académie et Abala sport, les trois clubs de Brazzaville. Mais au kumité, Brazzaville a tout raflé. Le club de Samurai a remporté le kumité par équipe en dominant



La joie des athlètes de Brazzaville après leur consécration/Adiac

l'Interclub de Brazzaville. Les deux autres clubs du Pool, venus respectivement de Goma Tsé Tsé et de Kinkala, se sont contentés de la troisième et la quatrième place. Dans les +84 kg, Ngon Atia a pris le dessus sur Jean Jules Ngoma en finale alors que Jean Pierre Mabonda de la Likouala et Prince Moudanga du Pool complétaient le podium.

Dans les -84kg, Guelor Bobongo a

dominé son adversaire de Brazzaville Adonin Mayinguidi. Igor Ngombé de la Likouala et Jofrey Mboussou du Pool ont occupé les deux dernières places du podium. Dans les -75 kg, Yannick Sobi a battu en finale Geancy Kolime de Pointe-Noire. Exaucé Batingas et Oswald Mondji, tous deux de la Cuvette, ont glané les médailles de bronze. Dans les -67 kg, Nardy Bikoka Mbako a pris le dessus sur Satiane

Ngangani de Pointe-Noire. Junior Mbonda de Brazzaville et Disnel Pani de la Cuvette ont respectivement occupé la troisième et la quatrième place. Dans les -60 kg, Mbossa Iwandza (Brazzaville) a battu en finale Ernestin Mougallet (Brazzaville). Kouaya de Pointe-Noire et Noël Mangondo de la Likouala ont gagné les médailles de bronze dans cette catégorie.

Chez les dames, Franck Robeson (Brazzaville) s'est imposée devant Malthutina (Brazzaville) dans les -61 kg. Dans les -55kg, Sarha Boyibanda de Brazzaville a dominé Dorcas Okandzé de Pointe-Noire, puis dans les -50kg, Mamy Diabaté de Brazzaville a battu Michadée Babindamana (Brazzaville). La commission technique a, par ailleurs, noté 24 kata et 3 Bunkai exécutés, tous styles confondus, 498 Yuko, 18 Wazari et 105 Ippon pour 73 combats en équipe et en individuel, lesquels ont été, selon la Fécoka-Ama, officiés par un corps arbitral de haut niveau. 611 points ont été marqués.

« Les prestations ci-enregistrées sont de bon augure pour la perspective des Jeux Olympiques de Tokyo en 2020 en filigrane, dont le karaté sera une discipline de compétition », a expliqué Formelle Toli Idamou, ceinture noire 8e dan, promu

nouveau directeur technique de la Fécoka-Ama. Ernest Guy Mongallet a lui aussi salué le niveau de la compétition. « Le niveau a été très appréciable. Nous avons constaté que les compétiteurs ont beaucoup travaillé la tactique, dans la mesure où plusieurs attaques à trois points ont été marquées. Ce qui a plus retenu notre attention, c'est le fait de voir les athlètes de départements remonter leur niveau », a commenté l'entraîneur national, sélectionneur des Diables rouges, ceinture noire 8e dan. Sur la faible présence féminine chez les seniors, il a justifié : « la plupart des filles sont à la retraite. Nous sommes en train de préparer la relève au niveau des juniors cadettes. C'est dans cette catégorie que nous pouvons encore trouver des filles mais elles ne sont pas présentement à la hauteur pour se présenter à la compétition des seniors. Dans les années à venir, nous aurons beaucoup de filles. »

Louis Ondongo, premier vice-président de la Fécoka-Ama, a félicité les compétiteurs pour la réussite du championnat, tout en leur souhaitant de cultiver l'esprit budo qui les a toujours caractérisés.

J.G.E.